

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODÉVOIS ET LARZAC

### PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 NOVEMBRE 2020

numéro
CC_PV_201112_05

L'an deux mille vingt, le douze novembre,  
Le Conseil communautaire, dûment convoqué le cinq novembre deux mille vingt, s'est réuni en session ordinaire, Salle polyvalente Pierre Ramadier à Lodève, sous la Présidence de Jean-Luc REQUI,

nombre de membres	
en exercice	59
présents	42
exprimés	51

#### Présents :

COMBES Michel, PAILHOX Jean-Paul, VAN DER HORST Claire,  
VALAT Jérôme, ROMERO Sonia, TRINQUIER Jean, GOUJON Bernard,  
AGUSSOL Jean-Paul, LÉVÊQUE Gaëlle, SAUVIER Jean-Marc,  
ROCOPLAN Nathalie, CROS Ludovic, BENAMMAR-KOLY Fadila,  
BOSC David, GOURMELON Izia, BENAMEUR Ali, GALEOTE Monique,  
VERDOL Marie-Laure, KOEHLER Didier, ALIBERT Damien, PEDROS Isabelle,  
LAATEB Claude, COUPEAU Sandrine, SINÈGRE Joana, RICARDO Christian,  
ROMO Christophe, ROIG Frédéric, GOUTELLE Antoine, ROUVEIROL Valérie,  
REQUI Jean-Luc, ABRIC Michel, JAHNICH Bernard,  
COUVELARD Jean-Christophe, THERY Clément, BOUSQUET Pierre-Paul,  
BERLENDIS Philippe, OLLIER Éric, POZO José, SALVAGNAC Anne,  
FALCOU Alain, VALETTE Daniel, PRADEL Sophie

#### Absents avec pouvoirs :

FABRE Daniel à TRINQUIER Jean, MARRES Gilles à CROS Ludovic,  
DRUART David à BOSC David, KASSOUH Hamed à BENAMEUR Ali,  
ENNADIFI Fatiha à GALEOTE Monique, SYZ Nathalie à LÉVÊQUE Gaëlle,  
MARTIN José à LAATEB Claude, OLIVIER Françoise à Pierre-Paul BOUSQUET,  
GUIBAL Daniel à VALAT Jérôme

#### Absents :

GOUDAL Joëlle, BAÏSSET Martine, VANEL Véronique, CLARISSAC Jérôme,  
VIALA Alain, REVERBEL Jean, LEMAIRE Guy, CANO Jésahel

Jean-Luc REQUI souhaite la bienvenue et procède à l'appel. Le quorum étant atteint, il ouvre la séance.

**- Présentation du Conseil de développement du Pays Coeur d'Hérault par Monsieur CASTANIER Laurent.**

**- Suite à la décision prise dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, en faveur des entreprises par le versement d'une aide du Conseil régional abondée par une aide de la Communauté de communes, Jean-Luc REQUI précise que 121 entreprises du territoire sont concernées pour un montant global d'environ 300 000 euros dont environ 90 000 euros versés par la Communauté de communes. Le nombre d'entreprises et les montants seront définitifs prochainement. Même si une majorité d'entreprises sont de Lodève, les trois quart des communes du territoire sont concernés par le versement d'une aide à au moins une entreprise.**

**- Présentation du nouvel organigramme des services par le Directeur général des services, Monsieur KLINGELSCHMIDT Fabien.**

Jean-Luc REQUI désigne Bernard GOUJON comme secrétaire de séance et demande à l'assemblée de se prononcer.

**Vote à l'unanimité**

Jean-Luc REQUI soumet à l'assemblée l'ordre du jour.

**Vote à l'unanimité**

**Informations sur les décisions du Président prises par délégation depuis le Conseil communautaire du 17 septembre 2020**

CCDC_200924_065	Fixation des tarifs de la régie de recettes "Musée de Lodève"
CCDC_200924_066	Attribution du marché relatif au transport d'œuvres d'art pour l'exposition Tisser la nature
CCDC_200924_067	Attribution du marché relatif au transport d'œuvres d'art pour l'exposition Derniers impressionnistes. Le temps de l'intimité
CCDC_200929_068	Renouvellement de la ligne de trésorerie interactive d'un montant d'un million d'euros auprès de la Caisse d'Épargne
CCDC_200929_069	Convention d'occupation temporaire du domaine public « La Mégisserie » avec l'Association Traits d'Union
CCAR_201001_035	Désignation du second lauréat au d'animateur du patrimoine pour le label ville d'art et d'histoire de Lodève
CCDC_201001_070	Convention d'occupation temporaire du domaine public « La Mégisserie » avec l'Association Le Cercle des Morosophes
CCDC_201009_071	Convention avec la chambre d'agriculture de l'hérault et la commune de le Caylar pour l'organisation des marchés de producteurs de pays au titre de l'année 2020
CCDC_201009_072	Convention avec la chambre d'agriculture de l'hérault et la commune St Jean de la Blaquièrre pour l'organisation des marchés de producteurs de pays au titre de l'année 2020
CCDC_201009_073	Convention de mécénat pour l'année 2020 avec SAS SALAGOUDIS Hypermarché Leclerc – Le Bosc
CCDC_201009_074	Convention de mécénat pour l'année 2020 avec SAS ESTOURNET PNEUS
CCDC_201009_075	Convention de mécénat pour l'année 2020 avec Les Serres de Saint André

**Informations sur les décisions prises en Bureau communautaire depuis le Conseil communautaire du 28 juillet**

**Bureau communautaire du 8 octobre 2020**

BC_201008_01	Demande de subvention auprès du Conseil Régional Occitanie pour la Campagne de mise en valeur des façades pour l'année 2020
BC_201008_02	Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie pour la réalisation des actions du Plan quartier culture été 2020 déposé dans le cadre de l'été culturel
BC_201008_03	Demande de subvention auprès du Conseil départemental de l'Hérault pour la réalisation de la troisième phase d'aménagement du Rocher des Esclops sur la falaise de Labeil
BC_201008_04	Demande de subvention auprès du Conseil départemental de l'Hérault pour le Salon des Artisans Créateurs de Lodève pour l'année 2021
BC_201008_05	Demande de subvention auprès du Conseil régional Occitanie pour le Salon des Artisans Créateurs de Lodève pour l'année 2021
BC_201008_06	Demande de subvention auprès du Conseil départemental de l'Hérault pour le fonctionnement du lieu d'accès multimédia pour l'année 2021
BC_201008_07	Demande de subvention auprès du Conseil régional Occitanie dans le cadre de la politique de la ville pour le fonctionnement du lieu d'accès multimédia pour l'année 2021
BC_201008_08	Demande de subvention auprès de la Direction départementale de la cohésion sociale au titre du Commissariat général à l'égalité des territoires pour le fonctionnement du lieu d'accès multimédia pour l'année 2021
BC_201008_09	Demande de subvention auprès de la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie pour le programme de soutien aux résidences pour l'année 2021, dans le cadre de Résurgence, saison des arts vivants
BC_201008_10	Demande de subvention auprès du Conseil régional Occitanie pour la réalisation des actions 2021 de Résurgence, saison et festival des arts vivants

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

BC_201008_11	Demande de subvention auprès du Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre de la convention de développement culturel 2021
BC_201008_12	Demande de subvention à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie pour les actions 2021 du service éducatif et des publics du musée de Lodève
BC_201008_13	Demande de subvention au Conseil régional Occitanie pour les actions 2021 du service éducatif et des publics du musée de Lodève
BC_201008_14	Demande de subvention au Conseil régional Occitanie pour l'acquisition d'outils d'aide à la visite pour le musée de Lodève
BC_201008_15	Demande de subvention au Conseil départemental de l'Hérault pour l'acquisition d'outils d'aide à la visite pour le musée de Lodève
BC_201008_16	Demande de subvention au Conseil départemental de l'Hérault pour la réalisation de l'exposition Jean-François Auburtin (1866-1930). Symphonie marine
BC_201008_17	Demande de subvention au Conseil régional Occitanie pour la réalisation de l'exposition Jean-François Auburtin (1866-1930). Symphonie marine
BC_201008_18	Demande de subvention à la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie pour la réalisation de l'exposition Jean-François Auburtin (1866-1930). Symphonie marine

#### **Bureau communautaire du 5 novembre 2020**

BC_201008_01	Demande de subvention auprès du Conseil départemental de l'Hérault dans le cadre de l'investissement du parc de matériel technique de « Résurgence, Saison et Festival des arts vivants » pour l'année 2021
BC_201008_02	Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, dans le cadre du Contrat de Généralisation d'Éducation Artistique et Culturelle (CGEAC), pour les actions de l'opération « Résurgence, Saison des arts vivants » pour l'année 2021
BC_201008_03	Demande d'une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le réaménagement du seuil de la piscine

#### **DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_01 : Approbation du procès verbal du Conseil communautaire du 17 septembre 2020**

Le Président demande au Conseil communautaire si des observations sont à formuler quant au procès verbal de la séance du 17 septembre 2020, dont un exemplaire a été transmis à tous les membres du Conseil communautaire.

Le Président propose au Conseil communautaire d'adopter le procès verbal et pour ceux qui l'approuvent, de le signer.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : ADOPTE** le procès verbal du Conseil communautaire du 17 septembre 2020,

- **ARTICLE 2 : DIT** que présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**ANNEXE DISPONIBLE AU REGISTRE DES ACTES**

**VOTE : 45 POUR, 0 CONTRE, 6 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana, BOUSQUET Pierre-PAUL**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_02 : Création d'une redevance pour l'utilisation de la salle du conseil de l'espace Marie-Christine BOUSQUET**

**CONSIDÉRANT** que l'espace Marie-Christine BOUSQUET est fréquemment utilisé pour l'organisation des assemblées communautaires mais aussi par divers services, partenaires publics ou entreprises privées,

**CONSIDÉRANT** que lors de la mise à disposition de cet équipement, les dépendances de la salle du conseil de l'espace Marie-Christine BOUSQUET sont également ouverts, à savoir les toilettes et l'espace « Cafétéria »,

**CONSIDÉRANT** que la plage horaire et le tarif doivent inclure l'aménagement avant et après l'évènement ainsi que l'entretien,

Dans le but d'assurer l'entretien et la préservation des locaux, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire :

- de fixer une redevance pour la location de la salle du conseil de l'espace Marie-Christine BOUSQUET, dans les conditions suivantes :

désignation	tarif demi journée	tarifs jour
salle du conseil de l'espace Marie-Christine BOUSQUET	300 euros	600 euros

- de préciser que les administrations et autres organismes à caractère non lucratif pourront bénéficier d'une exonération de cette redevance sur justification.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : FIXE** une redevance pour la location de l'espace Marie-Christine BOUSQUET à destination d'organismes ou d'entreprises qui exploiteraient ces locaux à des fins lucratives, dans les conditions détaillées ci-dessus,

- **ARTICLE 2 : PRÉCISE** que les administrations et autres organismes à caractère non lucratif pourront bénéficier d'une exonération de cette redevance sur justification,

- **ARTICLE 3 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

- **ARTICLE 4 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE : 46 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_03 : Avis sur les dérogations exceptionnelles à travailler le dimanche accordées pour les communes de Le Bosc et de Lodève en 2021**

**VU** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 article 250 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite «Loi Macron», fixe des règles concernant le travail du dimanche, en particulier une extension des possibilités d'ouverture dominicale pour les commerces,

**VU** le courrier de la commune de Lodève en date du 27 octobre 2020, relatif à la fixation des dimanches travaillés en 2021,



**CONSIDÉRANT** que la loi susvisée prévoit également que la commune concernée demande l'avis de l'établissement public de coopération intercommunale sur lequel elle se trouve et permet au conseil municipal de la commune de se prononcer sur l'autorisation des commerces de détails pour douze dimanches au total au cours de l'année 2021,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Lodève soumet pour avis au Conseil communautaire les dates suivantes pour autoriser les commerces à ouvrir les dimanches :

- le 10 janvier 2021,
- le 28 février 2021,
- le 7 mars 2021,
- le 4 avril 2021,
- le 30 mai 2021,
- le 27 juin 2021,
- le 22 août 2021,
- le 26 septembre 2021,
- le 29 novembre 2021,
- les 5, 12 et 19 décembre 2021,

**CONSIDÉRANT** que ces propositions de dates ont été faites en concertation avec les commerçants de la commune, l'association des commerçants de Lodève et des organisations syndicales,

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'émettre un avis aux propositions de dates soumises par la commune de Le Bosc et la commune de Lodève concernant l'autorisation d'ouverture des commerces le dimanche pour l'année 2021.

**Où l'exposé de Isabelle PEDROS et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : ÉMET** un avis favorable aux propositions de dates soumises par la commune de Lodève concernant l'autorisation d'ouverture des commerces le dimanche pour l'année 2021,

- **ARTICLE 2 : AUTORISE** monsieur le Président ou son représentant à réaliser toutes les démarches nécessaires à son exécution,

- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au contrôle de légalité.

**VOTE : 47 POUR, 2 CONTRE, 2 ABSTENTION**

**CONTRE : Ludovic CROS, Eric OLLIER**

**ABSTENTION : Pierre-Paul BOUSQUET, Bertrand SONNET**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_04 : Participation au financement de fonctionnement de l'école de musique de Lodève**

**VU** la délibération n°CC\_190627\_02 du Conseil communautaire du 27 juin 2019 relative à la participation au financement de fonctionnement de l'école de musique de Lodève, à 28 260 euros,

**VU** le courrier de la Ville de Lodève du 26 octobre 2020 relatif à la demande de participation de la Communauté de communes Lodévois et Larzac au fonctionnement de l'école de musique,

**CONSIDÉRANT** que l'école de musique gérée par la Ville de Lodève permet à des enfants et adultes du territoire intercommunal de découvrir et pratiquer la musique,

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

**CONSIDÉRANT** qu'à ce titre, la Communauté de communes participe au financement du fonctionnement de l'école de musique de Lodève depuis plusieurs années,

**CONSIDÉRANT** que l'école de musique de Lodève accueille un très large public composé d'élèves de 3 à 65 ans et que sur les 138 adhérents, 46 % habitent dans les villages du Lodévois et Larzac,

Monsieur le Président propose au Conseil communautaire d'approuver le financement du fonctionnement de l'école de musique de Lodève via un fonds de concours d'un montant de 30 833 euros.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** le financement du fonctionnement de l'école de musique de Lodève via un fonds de concours d'un montant de 30 833 euros,

- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

- **ARTICLE 3 : PRÉCISE** que cette dépense est imputée sur le budget principal, chapitre 65, article 657341,

- **ARTICLE 4 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE : 46 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTION**

**ABSTENTION : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_05 : Poursuite de l'engagement en faveur du Pacte Territorial pour l'insertion 2017-2020 jusqu'à fin 2021**

**VU** le protocole d'engagement pour la mise en œuvre d'un Pacte Territorial d'Insertion qui a été signé entre le Conseil départemental de l'Hérault et les différents partenaires le 12 mars 2015,

**VU** la délibération n°CC\_20171221\_019 du Conseil communautaire du 21 décembre 2020, relative à l'adhésion au Pacte Territorial pour l'Insertion pour la période 2017-2020,

**VU** la délibération de l'assemblée délibérante du Conseil départementale de l'Hérault du 1<sup>er</sup> juillet 2020, relative à la prolongation d'un an du Pacte territorial pour l'Insertion ainsi que du Programme Départemental d'Insertion, soit jusqu'au 31 décembre 2021 inclus,

**VU** le courrier du 12 août 2020 du Conseil départemental de l'Hérault demandant aux partenaires de leur faire connaître leur engagement pour la prolongation du Pacte territorial pour l'Insertion,

**CONSIDÉRANT** que le pacte départemental pour l'insertion réunit le Conseil départemental de l'Hérault, le Conseil régional Occitanie, Pôle Emploi, l'État et les intercommunalités,

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble des intercommunalités du département ont été sollicités pour travailler à la mise en œuvre d'orientations et d'actions partagées,

**CONSIDÉRANT** que l'objectif stratégique poursuivi par le pacte pour l'insertion et l'emploi est de permettre l'insertion durable dans l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et des jeunes en insertion sociale et professionnelle : le pacte n'implique pas

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

d'engagement financier de la part des signataires,

**CONSIDÉRANT** que, compte tenu de la situation complexe engendrée par la gestion de la crise sanitaire, le Conseil départemental de l'Hérault a fait le choix de prolonger la durée initiale du Pacte d'un an dans les mêmes conditions,

Le Président propose au conseil communautaire d'approuver la prolongation du Pacte Territorial d'Insertion, jusqu'au 31 décembre 2021 inclus, dans les mêmes conditions du pacte initial annexé à la présente délibération.

**Où l'exposé de Frédéric ROIG et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la prolongation du Pacte Territorial d'Insertion, jusqu'au 31 décembre 2021 inclus, dans les mêmes conditions du pacte initial annexé à la présente délibération,

- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**> ANNEXE SUIVANTE**

---

## Le PACTE TERRITORIAL POUR L'INSERTION

PTI 2017 - 2020

---

Le 12 mars 2015, un « Protocole d'engagement pour la mise en œuvre d'un Pacte Territorial d'Insertion » a été signé entre le Département de l'Hérault et les différents partenaires. Il a fait suite au premier Pacte Territorial d'Insertion signé en 2010.

Le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) est le document de gouvernance des politiques d'insertion impulsé par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, modifiée par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 art. 1 (V).

Chef de file des solidarités et de la solidarité territoriale (assignés par la loi NOTRe), le Département conclut le PTI avec l'ensemble des parties intéressées et se charge d'animer et de coordonner le dispositif.

Le PTI constitue le cadre commun d'intervention des parties engagées, pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes exclues et en risque de disqualification sociale.

Intégrant les enjeux du Fond Social Européen (FSE), le PTI a vocation à s'étendre à tous les publics en difficultés d'emploi et ne vise plus seulement les allocataires RSA mais aussi les chômeurs de longue durée et les jeunes.

**Il est le cadre stratégique du FSE Inclusion sur le territoire de l'Hérault.**

Il est rappelé que le Département est l'organisme instructeur des dossiers FSE, et qu'à ce titre il gère et alloue ces crédits en fonction de la programmation du FSE Inclusion et des crédits départementaux.

Le PTI s'inscrit donc dans une approche transversale et systémique et vise à :

- clarifier les domaines d'intervention de chacun, dans le respect des compétences et complémentarités de chacune des parties associées
- prioriser les actions des différents partenaires (institutionnels et associatifs) du Département de l'Hérault dans une logique de cohérence et de continuité du service public
- organiser les modalités de collaboration entre les différentes parties engagées et en assurer la coordination des actions entreprises

Pour être efficace, le PTI doit être en phase et en prise avec les besoins des publics et prendre en compte simultanément les enjeux départementaux et la dimension territoriale. Pour ce faire, il se déclinera localement au travers des programmes territoriaux d'insertion.

Enfin, ce PTI, fruit de notre travail collectif, servira de socle pour l'élaboration du prochain Programme Départemental d'Insertion (PDI).



## PARTENAIRES

Le partenariat du PTI est constitué de différentes catégories d'acteurs impliqués dans les politiques d'insertion sociale et professionnelle, comme suit :

1. **Les signataires du Protocole d'engagement** : Etat, Région, Département, Pôle Emploi, Caisse d'Allocation Familiale (CAF), Mutualité Sociale Agricole (MSA), Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale (UDCCAS), Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS), l'Association Régionale des Présidents des Missions Locales du Languedoc-Roussillon (ARML), Union Régionale des Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (URPLIE).
2. Les Intercommunalités, partenaires privilégiées du Département et des différents acteurs des territoires, renforcées dans leurs compétences par la loi NOTRe.
3. Les partenaires institutionnels notamment ceux du champ de la santé, Agence Régionale de Santé (ARS) et Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM).
4. Des partenaires associatifs et les comités consultatifs.

**Deux défis sont à partager et à relever collectivement :**

- Organiser la réflexion collective sur la finalité des politiques d'insertion eu égard au contexte actuel de chômage de masse.
- Maintenir un niveau d'ambition élevé pour nos politiques d'insertion malgré le contexte budgétaire contraint pour l'ensemble des partenaires

## PRINCIPES COMMUNS

Les partenaires du PTI partagent et défendent collectivement les principes fondateurs suivants :

- ✚ **La solidarité, la lutte contre la pauvreté et les discriminations** replacées au cœur des politiques publiques.
- ✚ **La restauration de la citoyenneté, du lien social et économique** comme éléments indispensables d'un développement social local réussi, permettant à chacun de se réaliser sur un territoire donné et d'exercer des responsabilités dans un cadre légal, au travers de la participation aux instances et politiques d'insertion.
- ✚ **L'équité de traitement** pour tous les bénéficiaires des prestations sociales et professionnelles dans le cadre d'un accompagnement de proximité.

## ORIENTATIONS

Le PTI se structure autour de cinq axes transversaux relevant de compétences croisées ou complémentaires des partenaires, ayant tous pour finalité l'emploi et la formation d'une part, l'accès aux droits et le respect des devoirs d'autre part :

- **Faciliter l'accès aux droits et garantir le juste droit à l'allocation RSA** par des partenariats renforcés avec l'Etat et les organismes payeurs CAF et MSA.
- **Assurer la continuité des parcours d'insertion** dans le but de lever les freins au retour à l'emploi.

- **Repenser la mobilité** pour tous les publics : personnes en perte d'autonomie, jeunes, personnes en insertion,...
- **Promouvoir l'économie sociale et solidaire et développer des actions** répondant aux valeurs de **développement durable** pour favoriser le développement de l'emploi local non délocalisable et mettre en valeur le développement humain. Il s'agit de valoriser les dépenses sociales en tant qu'investissements.
- **Favoriser le rapprochement des acteurs** publics avec les employeurs et le milieu économique dans son ensemble, car l'emploi est « l'affaire de tous ».

## OBJECTIFS

Les objectifs sont à atteindre dans une opérationnalité concertée et mesurable :

- Définir de manière consensuelle le plan d'action du PTI.
- Accompagner les personnes en démarche d'insertion, dans une dynamique convergente et coordonnée entre acteurs, afin d'éviter des ruptures de parcours, en favorisant les progressions sociales et professionnelles (remobilisation, formations, contrats aidés, insertion par l'activité économique...).
- Identifier sur les territoires les problématiques non couvertes : accès au juste droit, santé qui représente 20 % des contrats d'insertion, mobilité, logement, lien social, citoyenneté,...
- Apporter des réponses adaptées aux différents profils de public : personnes proches de l'emploi, publics en grandes difficultés, jeunes sans qualification mais aussi bénéficiaires du dispositif de longue date pour qu'ils retrouvent une utilité sociale sur leur territoire.
- S'impliquer dans des filières porteuses d'emplois ou innovantes (agriculture avec circuits courts, aides à domicile, numérique, ressourceries,...).
- Optimiser des dispositifs ayant fait leur preuve, notamment ceux du champ de l'insertion par l'activité économique, par une meilleure articulation et complémentarité des intervenants.

## GOVERNANCE

### Au niveau départemental

Le pilotage du PTI est assuré par un **comité départemental**, présidé par le Président du Conseil Départemental et constitué de représentants de l'ensemble des partenaires du Pacte. Ce Comité reste ouvert à d'autres partenaires, s'ils souhaitent s'y associer.

Le Comité de pilotage a pour rôle de :

- définir la gouvernance et l'organisation tant sur le plan départemental que territorial,
- identifier les priorités d'action dans le cadre des axes transversaux définis ci-dessus,
- valider les programmes locaux de chaque PTI,
- évaluer les effets des différents programmes locaux au plan départemental de manière transversale, afin de communiquer sur cette politique publique auprès des acteurs engagés.

### Au niveau territorial

Le PTI départemental qui a valeur d'orientation et d'impulsion de cette politique publique, se concrétise par sa déclinaison territoriale au niveau des quatre Services Départementaux d'Insertion (SDI). Il permet ainsi la prise en compte des spécificités locales, des acteurs et des allocataires, des lieux de vie et des bassins d'emploi.

Au niveau local, le pilotage est assuré par les Comités d'Engagement, mis en place par le Département et déjà opérationnels sur chacun des quatre territoires des SDI. Ces Comités constituent

l'instance locale des débats et propositions d'actions et sont ouverts aux partenaires locaux et aux représentants des comités consultatifs. Leurs réflexions, leurs propositions d'actions et de mise en œuvre de la politique d'insertion seront soumises à l'avis des comités de pilotage élargis et présidés par la Vice-Présidente à l'insertion et l'économie solidaire ou par son suppléant, élu référent insertion du territoire.

Le Comité d'Engagement élargi, s'attache à :

- étendre son périmètre d'intervention RSA aux publics concernés par le PTI,
- définir de manière très opérationnelle le programme d'actions à mettre en œuvre annuellement à partir des cinq axes stratégiques,
- assurer le suivi des actions dont il rend compte au niveau départemental,
- établir les modalités d'évaluation des actions locales.

Un schéma de gouvernance spécifique à chaque territoire sera défini et validé par le comité de pilotage départemental.

## ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

Les partenaires s'engagent à :

- contribuer à l'animation du partenariat autour de la déclinaison opérationnelle des orientations territoriales, définies conjointement et annexées au PTI départemental,
- réaliser des actions s'inscrivant dans un ou plusieurs des objectifs proposés,
- apporter leur offre de services en mobilisant leurs moyens humains et financiers,
- faciliter les synergies et la mutualisation entre les différentes parties,
- participer à l'analyse et à l'évaluation des réalisations et des résultats au niveau départemental et local.

Le Département, en tant que chef de file de l'insertion, est le garant des orientations définies par le Pacte et de la cohérence et pertinence des actions mises en œuvre.

Les partenaires s'engagent sur toute la durée du Pacte qui est de 4 ans, (soit la durée du programme FSE). Le Pacte est révisé au fur et à mesure de son avancée et fera l'objet d'un bilan et d'ajustements annuels.

*Ce projet est cofinancé par le Fonds Social Européen  
dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020*

21.04.2017

Page 4 sur 4

**VOTE À L'UNANIMITÉ**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

**DÉLIBÉRATION N°CC 201112\_06 : Partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault en vue de déployer le dispositif numérique rebond commerce post-covid « City Foliz »**

**VU** la réglementation en vigueur depuis la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

**CONSIDÉRANT** les difficultés économiques consécutives au covid-19 et la nécessité de relancer l'activité des commerces fortement impactés, d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, également touchés par la crise et le chômage partiel, ainsi que la nécessité de favoriser la transition numérique des commerces grâce à un dispositif durable,

**CONSIDÉRANT** le partenariat initié par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault (CCI 34), associant le Conseil régional Occitanie, les Établissements de Coopération Intercommunale (EPCI) du territoire, le Conseil départemental de l'Hérault, les commerces et la grande distribution, autour du dispositif numérique rebond commerce post-covid dénommé City Foliz,

**CONSIDÉRANT** que l'outil numérique déployé par la CCI 34 vise à donner de la visibilité aux commerçants auprès des consommateurs sur une période d'action de promotion forte, par le biais d'une application sécurisée permettant à l'acheteur de bénéficier de bons d'achats et d'un remboursement partiel de ses achats par carte bancaire sur son compte (système de cash back),

**CONSIDÉRANT** que la période de promotion forte est prévue du 4 décembre 2020 au 24 janvier 2021 et la CCI 34 et la Communauté de communes Lodévois et Larzac se réservent la possibilité de modifier ces dates en fonction de la situation de crise sanitaire,

**CONSIDÉRANT** que le dispositif vise à être pérenniser afin d'inscrire durablement les commerçants dans une démarche de marketing numérique, en leur donnant accès à des outils de gestion de la relation clients ainsi qu'à des données de suivi de leurs clientèles,

**CONSIDÉRANT** que la contribution demandée par la CCI 34 à la Communauté de communes Lodévois et Larzac, au titre de l'opération City Foliz, s'élève globalement à 10 000 euros Toutes Taxes Comprises (TTC), soit 5 000 euros pour la mise en œuvre de cette opération et 5 000 euros valorisés par la mise à disposition de supports d'affichage pendant la durée de l'opération,

Le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la convention de partenariat avec la Chambre de commerce et d'Industrie de l'Hérault afin d'assurer le déploiement du dispositif numérique rebond commerce post-covid dénommé City Foliz.

**Où l'exposé de Frédéric ROIG et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la convention de partenariat avec la Chambre de commerce et d'Industrie de l'Hérault afin d'assurer le déploiement du dispositif numérique rebond commerce post-covid dénommé City Foliz,

- **ARTICLE 2 : S'ENGAGE** à contribuer globalement à 10 000 euros Toutes Taxes Comprises (TTC), soit 5 000 euros pour la mise en œuvre de cette opération et 5 000 euros valorisés par la mise à disposition de supports d'affichage pendant la durée de l'opération,

- **ARTICLE 3 : AUTORISE** Monsieur le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et en particulier de signer la convention annexée à la présente délibération,

- **ARTICLE 4 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*





## CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CCI HERAULT ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LODEVOIS ET LARZAC

Entre

**La CCI HERAULT**, régie par les dispositions du Titre premier du Livre septième du Code de Commerce, dont le siège est situé 32, Grand rue Jean Moulin 34000 Montpellier, sous le numéro SIRET 130 022 635 00010

Représentée par André Deljarry, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes

Ci-après désignée par la « **CCI** » ou la « **CCI HERAULT** »

D'une part,

ET

**La COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LODEVOIS ET LARZAC** dont le siège social est situé à Espace Marie-Christine Bousquet, 1 place Francis Morand, 34700 Lodève, sous le numéro SIRET 200 017 341 00120

Représentée par Jean-Luc Requi, en sa qualité de Président

Ci-après désigné «

**CCL&L**»

D'autre part,

***Ci-après désignées individuellement ou collectivement par la ou les « Partie(s) »***

### **PREAMBULE**

La **CCI HERAULT** a pour vocation de contribuer au développement des entreprises, de l'emploi et des territoires sur le département de l'Hérault.

Elle a notamment pour mission de dynamiser le commerce et son activité dans le contexte de crise économique actuelle.

Afin de renforcer ses expertises et actions, la CCI s'appuie sur un réseau de partenaires.

**La CCL&L dans la cadre de sa mission développement économique assure des actions de :**

- promotion du territoire,
- prospection et accueil des entreprises,
- veille économique,
- appui aux entreprises existantes,
- plan de développement et stratégie de développement du territoire,
- soutien financier à la création d'entreprises nouvelles,
- soutien aux entreprises en difficulté,
- l'action foncière ou le portage de l'immobilier d'entreprises
- Etc.

La **CCI HERAULT** et la **CCL&L** conviennent dans le cadre de cette convention que leur collaboration vise en particulier à soutenir la dynamisation et l'attractivité des commerces du territoire, ainsi que le pouvoir d'achat des consommateurs par une démarche concertée et collaborative visant à permettre aux commerçants de disposer de nouveaux avantages concurrentiels pour mieux faire face à l'essor du e-commerce, à l'évolution des modes de consommation.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIT

#### **ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de déterminer la collaboration entre la **CCI HERAULT** et la **CCL&L** dans le cadre du déploiement de l'opération d'animation commerciale « **City Foliz** » mise en place en partenariat avec la Région Occitanie et le département de l'Hérault et d'en fixer les Modalités techniques et financières, sur le territoire de la **CCL&L**.

La CCI HERAULT se charge, avec le prestataire retenu, de la sélection des commerces concernés, la cible principale concerne les commerces de proximité comprenant les restaurants et les bars.

#### **ARTICLE 2 : CONDITIONS**

La présente convention est mise en œuvre dans le cadre du déploiement du dispositif d'animation « **City Foliz** ».

La **CCI HERAULT** pilotera l'opération en lien avec la **CCL&L** sa mission consistera à :

- Mettre en œuvre le dispositif en lien avec le prestataire
- Sensibiliser et informer les commerçants en lien avec le prestataire et la **CCL&L**
- Mettre en place le plan de communication
- Assurer le déploiement du plan de communication notamment en lien avec la **CCL&L**
- Assurer le suivi du dispositif pendant toute la durée de l'opération et le reporting intermédiaire à la **CCL&L**
- Associer la **CCL&L** à l'organisation de la clôture de l'opération

#### **ARTICLE 3 : CONTRIBUTION FINANCIERE**

La **CCL&L** s'engage à verser à la **CCI HERAULT** une subvention s'élevant à **5 000€** pour la mise en œuvre de cette opération et valorise à **5 000€** la mise à disposition de supports d'affichage pendant la durée de l'opération.

La contribution globale de la **CCL&L** s'élève donc à **10 000 €**.

Le versement de la subvention se fera dès la signature de la convention.

BANQUE POPULAIRE DU SUD				
Titulaire du compte/Account holder		<p>Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittances, etc.).</p> <p>Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi des réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.</p> <p>This statement is intended for your payees and/or payors when setting up Direct debit, Standing orders, Transfers and Payment. Please use this Bank account statement when booking transactions. It will help avoiding execution errors which might result in unnecessary delays.</p>		
CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE TERRITORIALE HERAULT				
32 GRANDE RUE JEAN MOULIN 34944 MONTPELLIER CEDEX 9				
Relève d'identité bancaire / Bank details statement				
IBAN (International Bank Account Number) FR76 1660 7002 5138 1217 8990 479			BIC (Bank Identification Code) CCBPPFRPPPPG	
Code Banque 16607	Code Guichet 00251	N° du compte 38121789904	Clé RIB 79	Domiciliation/Paying Bank BPS MONTP. ENTREPRISE

#### ARTICLE 4 : COMMUNICATION

CCL&L et la CCI Hérault s'engagent à mentionner leur partenariat sur tous supports de communication effectués sur des projets menés en application de la présente convention, notamment dans leurs rapports avec les médias, par l'apposition de leurs logos respectifs.

#### ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est signée pour une période 1 an non renouvelable par tacite reconduction

Trois mois avant son échéance, la CCI HERAULT transmettra le bilan de l'opération financier et opérationnel. En fonction de ces éléments, la CCI HERAULT invitera la CCL&L à reconduire l'opération sur le territoire dans le cadre d'une nouvelle convention.

#### ARTICLE 6 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente collaboration sera définie conjointement entre les parties et fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci en précisera les éléments modifiés sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux établis à l'article 1er.

#### ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements, et après échec d'un règlement à l'amiable du litige, la présente convention sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

#### ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient survenir à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de l'accord.

A défaut, le litige sera soumis à la diligence de l'une des parties aux juridictions territorialement compétentes.

Fait à Montpellier, le 2020, en deux exemplaires originaux.

la CCI Hérault  
représentée par son Président

La CCL&L  
représentée par son Président

André DELJARRY

Jean-Luc REQUI

**VOTE À L'UNANIMITÉ**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_07 : Convention pour la valorisation de l'archéologie et**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

## **l'histoire du territoire avec le groupe archéologique Lodévois pour l'année 2020**

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes et le Groupement Archéologique Lodévois (GAL), du fait de leurs compétences respectives et de leurs territoires d'intervention, travaillent en partenariat pour valoriser l'archéologie et l'histoire du Lodévois,

Le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la convention pour la valorisation de l'archéologie et l'histoire du territoire par le groupe archéologique Lodévois pour l'année 2020, sur la base des prestations citées ci-dessous.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

**- ARTICLE 1 : APPROUVE** la convention pour la valorisation de l'archéologie et l'histoire du territoire par le groupe archéologique Lodévois pour l'année 2020, sur la base des prestations suivantes :

- d'animations et de rencontres du patrimoine avec le musée de Lodève,
- de l'entretien du château de Montbrun,
- de la sensibilisation auprès du public scolaire,

pour lequel la Communauté de communes Lodévois et Larzac versera la somme de 1 900 euros,

**- ARTICLE 2 : AUTORISE** Le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et en particulier, de signer la convention annexée à la présente délibération,

**- ARTICLE 3 : PRÉCISE** que les droits et obligations de chacune des parties sont définis dans la convention annexée à la présente décision,

**- ARTICLE 4 : PRÉCISE** que la recette correspondante sera imputée sur le budget principal chapitre 011, article 6284,

**- ARTICLE 5 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

### **> ANNEXE SUIVANTE**

#### **CONVENTION**

entre la Communauté de Communes Lodévois et Larzac et le Groupe Archéologique Lodévois

Exercice 2020

**ENTRE** la Communauté de Communes Lodévois et Larzac  
située 1 place Francis Morand 34700 LODEVE,  
représentée par Monsieur Jean-Luc REQUI, Président en exercice  
ci-après désignée « la CCL&L »

**ET** le Groupe Archéologique Lodévois  
situé 10 avenue Denfert

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*



34700 LODEVE  
représenté par Monsieur Gérard MAREAU, Président en exercice  
ci-après désigné «G.A.L».

Il est convenu ce qui suit :

## PREAMBULE

Du fait de leurs compétences respectives et de leurs territoires d'intervention, la CCL&L et le G.A.L conviennent de travailler en partenariat pour valoriser l'archéologie et l'histoire du Lodévois.

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le travail mené, en partenariat entre la CCL&L et le G.A.L en 2020.

### ARTICLE 2 : MISSIONS

Le G.A.L réalisera les missions suivantes :

- organisation d'animations autour de l'Archéologie,
- Organisation de rencontres du Patrimoine avec le musée de Lodève,
- Entretien du château de Montbrun,
- Interventions avec les scolaires pour sensibiliser les enfants à l'archéologie,

### ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention prendra effet à compter de la date de sa signature et se terminera le 31 décembre 2020.

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants.

### ARTICLE 4 : FINANCEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT

Afin de soutenir la réalisation des actions listées article 2, la CCL&L s'engage à verser au G.A.L 1 900 € selon les modalités suivantes :  
100 % à la signature.

### ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU G.A.L

L'association s'engage à fournir à la CCL&L les comptes rendus de l'Assemblée Générale annuelle comprenant le rapport moral, le rapport d'activités et les comptes annuels au plus tard le 31 mai de l'exercice suivant.

#### 1.1.1 ARTICLE 6 : OBLIGATIONS EN COMMUNICATION

Le G.A.L s'engage à faire mention de la participation de la CCL&L sur tout support de communication en relation avec les actions listées article 2.

#### 1.1.2 ARTICLE 7 : CAS DE RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée dans les cas suivants :

- d'un commun accord,
- en cas de disparition d'une des parties (fusion, liquidation, ...),
- en cas de manquements graves de chacune des parties à leurs obligations contractuelles définies par la présente convention.

### ARTICLE 8 : CAS DE LITIGE

Les parties signataires s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout problème rencontré lors de l'application de la présente convention.

En cas de litige persistant, celui-ci sera porté devant le tribunal compétent.

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

Fait à Lodève en deux exemplaires, le

Le Président de la Communauté  
de Communes Lodévois et Larzac

Jean-Luc REQUI

Le Président du Groupe Archéologique  
Lodévois

Gérard MAREAU

## VOTE À L'UNANIMITÉ

### DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_08 : Renoncement au transfert des polices spéciales mentionnées à l'article 75 de la loi ALUR sur l'ensemble du territoire intercommunal

**VU** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR),

**CONSIDÉRANT** que l'article 75 de la loi ALUR a pour ambition de faire émerger une autorité compétente unique en matière de police spéciale en confiant au Président de l'EPCI à fiscalité propre et compétent en matière d'habitat, les prérogatives détenues par les maires des communes membres et par le Préfet,

**CONSIDÉRANT** que les polices spéciales dont fait référence l'article 75 de la loi ALUR en matière d'habitat sont liées uniquement :

- à la sécurité des établissements recevant du public aux fins d'hébergement (L123-3 du CCH),
- aux équipements communs des immeubles collectifs d'habitation (L129-1 à 6 du CCH),
- au péril (L511-1 à 4 du CCH), police générale non restreinte aux immeubles d'habitation.,

**CONSIDÉRANT** que l'article 75 de la loi ALUR prévoit un transfert automatique de ces prérogatives des maires au Président de l'EPCI compétent en matière d'habitat sauf si dans un délai de 6 mois suivant la date de l'élection du Président de l'EPCI un ou plusieurs maires s'opposent par notification au transfert,

**VU** la première notification d'opposition reçue par courrier en recommandé avec accusé réception en date du 28 août 2020 de Madame le Maire de la commune de Lodève qui s'oppose au transfert des trois polices spéciales sus-mentionnées,

Le Président propose au Conseil Communautaire de renoncer au transfert des polices spéciales mentionnées à l'article 75 de la loi ALUR sur l'ensemble du territoire intercommunal.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : RENONCE** au transfert des polices spéciales mentionnées à l'article 75 de la loi ALUR sur l'ensemble du territoire intercommunal,

- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à notifier sa renonciation à chaque maire des communes membres dans un délai de 6 mois à compter de la réception de la première notification d'opposition,

- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

**VOTE : 46 POUR, 5 CONTRE, 0 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_09 : Modification de la charte de gouvernance définissant les modalités de collaboration entre la communauté de communes et les communes membres dans le cadre de l'exercice de la compétence plan local d'urbanisme intercommunal**

**VU** le code de l'urbanisme et notamment l'article L153-8 du code de l'urbanisme,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2016-i-614 du 16 juin 2016 portant sur la modification des statuts de la Communauté de communes Iodévois et Iarzac, portant sur la compétence Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

**VU** les délibérations n°CC\_20160623\_003 du Conseil communautaire du 23 juin 2016 et n°CC\_20160725\_004 du Conseil communautaire du 25 juillet 2016, relatives à l'approbation de la charte de gouvernance, définissant les modalités de collaboration entre la communauté de communes et les communes membres dans le cadre de l'exercice de la compétence PLUi, en application de l'article L153-8 du code de l'urbanisme,

**VU** la conférence intercommunale des maires du 1<sup>er</sup> octobre 2020 validant les modifications de la charte de gouvernance à proposer en Conseil communautaire,

**CONSIDÉRANT** que la conférence intercommunale des maires du 1<sup>er</sup> octobre 2020 a validé, dans les conditions prévues par la charte de gouvernance du 25 juillet 2016, les propositions de modification de la charte sur les points suivants :

- modification des membres du comité de suivi PLUi,
- envoi des comptes-rendus des comités de suivi à l'ensemble des maires,
- inscription des instances de travail et de dialogue à savoir les « ateliers communaux » et les « ateliers territoriaux »,
- modification des modalités prévues pour la présentation du projet de plu avant son arrêt (présentation à tous les maires en conférence intercommunale des maires et non dans chaque commune séparément),

Le Président propose au Conseil communautaire de modifier la charte de gouvernance définissant les modalités de collaboration entre la communauté de communes et les communes membres dans le cadre de l'exercice de la compétence PLUi telles que mentionnées dans le document annexé à la présente délibération.

**Où l'exposé de Valérie ROUVEIROL et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : DÉCIDE** de modifier la charte de gouvernance définissant les modalités de collaboration entre la communauté de communes et les communes membres dans le cadre de l'exercice de la compétence PLUi,
- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- **ARTICLE 3 : PRÉCISE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté de communes et figurera dans le registre des actes administratifs de la collectivité,
- **ARTICLE 4 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**> ANNEXE SUIVANTE :**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*



**CHARTRE DE GOUVERNANCE  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
INTERCOMMUNAL**

*Novembre 2020*

**Modalités de collaboration entre la Communauté  
de Communes du Lodévois Larzac et les Communes  
membres**



## Sommaire

Préambule .....	3
1 – LES PRINCIPES DE LA COLLABORATION POUR L'ELABORATION ET L'EVOLUTION DU PLUI.....	4
a. Une dynamique collective.....	4
b. Une instance décisionnaire dédiée .....	4
2 - MODALITES DE LA COLLABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME .....	5
a. Les modalités de pilotage .....	5
Un comité de suivi dédié .....	5
Les modalités du travail en commun pour l'élaboration du PLUI .....	5
b. Les Principes de la concertation du public.....	5
c. Les dispositions prévues à chaque étape de la procédure réglementaire du PLUI .....	6
3 – LES PRINCIPES DANS LE CADRE DES EVOLUTIONS DES DOCUMENTS D'URBANISME COMMUNAUX .....	9
GLOSSAIRE .....	12
ANNEXES.....	13

## Préambule

L'aménagement du territoire nécessite d'être traité à une échelle pertinente pour mener à bien des politiques publiques qui visent à répondre au mieux aux réalités locales et à la satisfaction des besoins des populations en termes d'équipement, de service et de cadre de vie. De la même manière, une réponse appropriée aux enjeux du présent et de demain en matière d'environnement exige d'appréhender à une échelle plus large la construction de stratégies territoriales susceptibles de garantir à la fois cohérence et efficacité de l'action publique.

Les évolutions législatives de ces quatre dernières années repositionnent la compétence PLU au niveau intercommunal. La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (grenelle 2) a consacré l'intercommunalité comme échelle pertinente pour la mise en place des politiques d'urbanisme et a fait du PLUI la règle sans toutefois imposer encore un transfert de compétence.

En 2014, la loi ALUR du 24 mars pour un accès au logement et un urbanisme rénové est venu compléter ce dispositif et organiser le transfert du PLU aux EPCI qu'elle rend obligatoire mais dans un délai de 3 ans après publication de la loi (sauf minorité de blocage).

Ce transfert de compétence conduit donc à faire du PLUI le document de planification réglementaire des 28 communes de la Communauté de Communes du Lodévois et Larzac (CCL&L).

Le transfert de la compétence d'élaboration des documents d'urbanisme à la CCL&L laisse néanmoins aux Maires la délivrance des autorisations d'urbanisme (signatures). En effet, il convient de rappeler que la compétence PLU, la délivrance des autorisations d'urbanisme et l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme sont toutes les 3 juridiquement distincts.

La présente charte de collaboration a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les communes et la CCL&L, dans le respect des souverainetés de chacun.

La Conférence Intercommunale réunit l'ensemble des Maires. Les communes pourront également se faire représenter par un élu municipal, même si ce dernier n'est pas élu communautaire, dans le cas où le Maire ne pourrait être présent.

## 1 – LES PRINCIPES DE LA COLLABORATION POUR L'ELABORATION ET L'EVOLUTION DU PLUI

### a. Une dynamique collective

Si le PLUI ne doit pas être la somme des PLU communaux, il doit nécessairement être le produit d'un travail devant se nourrir des réalités locales dans la mesure où sa traduction réglementaire se fera à l'échelle de la parcelle et que les Maires conservent la délivrance des autorisations d'urbanisme.

Ainsi dans ce contexte le PLUI permettra de se doter d'un cadre facilitant la cohérence et la conduite des projets d'aménagement, notamment aux franges communales et du territoire de la CCL&L.

Il devra également développer des cohérences et des secteurs à enjeux différenciés respectant les identités territoriales diverses du territoire.

Il s'agit d'établir un cadre négocié pour traduire spatialement un projet politique communautaire et rendre possible les projets des communes.

### b. Une instance décisionnaire dédiée

La conférence intercommunale réunissant l'ensemble des Maires est l'instance de débat et d'arbitrage pour les orientations stratégiques et grandes décisions et sera systématiquement sollicitée avant validation en conseil communautaire.

Chaque proposition en Conférence Intercommunale des Maires devra recueillir 2/3 des votes pour une proposition en conseil communautaire.

En plus des Maires, les élus municipaux (à l'urbanisme...) peuvent être présents.

Le principe est une commune dispose d'une voix, sans pondération de population ou de superficie. Donc la Conférence des Maires est composée de 28 membres votant et sa majorité est obtenue lorsque 18 membres sont d'accord. Les modalités de votes pourront être à bulletin secret. En cas d'absence du Maire, un représentant (élu du conseil municipal) de la commune pourra voter pour la commune.

La conférence intercommunale des Maires a un quorum de la moitié plus une voix.

Toutefois, si le quorum n'est pas réuni, une seconde Conférence Intercommunale des Maires sera organisée, portant sur le même ordre du jour. **Pour cette seconde Conférence Intercommunales Maires, chaque proposition devra recueillir 2/3 des votes pour une proposition en conseil communautaire, que le quorum soit présent ou non.**

Un débat sur la politique locale de l'urbanisme sera organisé annuellement préalablement au débat en conseil communautaire prévu à l'article L-5211-62 du CGCT. Complémentairement, l'avis simple des communes est sollicité aux étapes clés de l'élaboration du PLUI.

## 2 - MODALITES DE LA COLLABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME

La présente charte de collaboration pour le PLUI identifie les principes d'une méthodologie de collaboration pour l'élaboration et l'évolution du PLUI.

### a. Les modalités de pilotage

#### Un comité de suivi dédié

Un comité de suivi est mis en place pour les aspects plus techniques. Il se réunira plus régulièrement, en fonction de l'avancée du projet et **préparera la Conférence Intercommunale**.

Il est composé des Vices-Présidents en charge de l'Urbanisme, du Projet de Territoire, de l'Habitat, de l'Agriculture et l'Environnement, de l'Economie et du commerce, de l'Eau et l'assainissement et des Grands Sites et, le cas échéant, d'un référent (maire, élu municipal) des communes concernées en fonction du sujet traité.

Les comptes-rendus des comités de suivi seront systématiquement communiqués à toutes les communes.

Ainsi, un réseau de référents est constitué pour participer aux travaux et aux instances d'élaboration du PLUI (comité de suivi, groupe de travail...) et assurer le rôle de relais auprès des élus.

#### Les modalités du travail en commun pour l'élaboration du PLUI

**Les communes sont associées tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation.**

En particulier, une phase de recueil préalable des projets et des enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUI est initiée à l'échelle de chaque commune, ainsi que l'organisation d'**ateliers communaux** à différentes étapes de l'élaboration (notamment diagnostic et zonage-règlement-OAP) afin que l'ensemble des conseillers municipaux puissent s'investir dans le projet de PLUI sur leur territoire.

Des « **ateliers territoriaux** » sont créés pour instaurer le dialogue entre les communes d'une même entité territoriale et pour échanger sur les problématiques spécifiques à chaque sous-secteur.

Les entités territoriales, définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, sont au nombre de quatre :

- Plaine du Lodévois : Usclas-du-Bosc, Le Bosc, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Le Puech et Celles
- Lodève
- Contreforts du Larzac : Olmet-et-Villecun, Lavalette, Les Plans, Lauroux, Poujols, Pégairolles-de-l'Escalette, Soubès, Saint-Etienne-de-Gourgas, Fozières, Soumont, Saint-Privat
- Causses du Larzac et de l'Escandorgue : Roqueredonde, Romiguières, Les Rives, Saint-Félix-de-l'Héras, Le Caylar, Le Cros, Sorbs, Saint-Michel, Saint-Pierre de la Fage, La Vacquerie et St Martin de Castries, Saint-Maurice-Navacelles

Sont conviés à ces « ateliers territoriaux » les Maires, adjoints à l'urbanisme et tout membre du conseil municipal souhaitant participer dans la limite de 3 personnes par commune.

### b. Les Principes de la concertation du public

Les modalités de concertation du public – inscrites dans la délibération de prescription du PLUI-I – sont définies par la CCL&L après avis de la Conférence Intercommunale. La concertation est conduite par le Président ou son représentant. Il est proposé au Maire de la Commune concernée de l'accompagner lors de la concertation auprès de la population, en tant que relais local des attentes de ses concitoyens auprès de la



**c. Les dispositions prévues à chaque étape de la procédure réglementaire du PLUI**

Phase de la procédure PLUI	Dispositions du code de l'urbanisme	Modalités de collaboration
<b>Prescription de l'élaboration du PLUI (objectifs poursuivis, modalités de concertation et modalités de collaboration)</b>	« Le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'EPCI lorsqu'il est doté de la compétence en matière de PLU, en collaboration avec les communes membres ». <b>Article L.123-6 du CU</b> « L'organe délibérant de l'EPCI arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres ». <b>Article L.123-6 du CU</b>	Les modalités de cette collaboration sont établies dans la présente charte. Celle-ci a été examinée en Conférence Intercommunale, puis soumise pour avis simple aux Conseils Municipaux des 28 Communes préalablement à son approbation par le Conseil Communautaire
	« La délibération qui prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et précise les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation ... » <b>Article L.123-6 du CU</b>	Préalablement à la délibération de prescription du PLUI par le Conseil Communautaire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont présentés en Conférence Intercommunale.
<b>Débat sur les orientations du PADD</b>	« Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux [...] sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 123-1-3, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ». <b>Article L.123-9 du CU</b>	
<b>Arrêt du projet de PLUI</b>		Préalablement à l'arrêt du projet de PLUI, celui-ci est présenté aux Maires lors d'une CIM. Chaque maire est invité, s'il le souhaite, à formuler ses observations dans un délai d'un mois à compter de la présentation du projet de PLUI en CIM.
	« L'organe délibérant de l'EPCI [...] arrête le projet de PLU ». <b>Article L.123-9 du CU</b>	Préalablement à l'arrêt du projet de PLUI par le conseil communautaire, la prise en compte des observations écrites et le projet de PLUI sont présentés en Conférence Intercommunale. Lors de cette réunion, si un Maire exprime son opposition au projet selon un motif qui

		concerne sa commune, la Conférence Intercommunale se prononce sur la nature des amendements à apporter, le cas échéant, avant arrêt du projet de PLUI.
	« Le débat prévu au premier alinéa de l'article L. 123-9 est organisé au sein des conseils municipaux des communes couvertes par le projet de PLU ou concernées par le projet de révision. Le projet arrêté leur est soumis pour avis. Cet avis est donné dans un délai de trois mois ; à défaut, il est réputé favorable ». <b>Article L.123-18 du CU</b> « Lorsqu'une commune membre de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'EPCI délibère à nouveau et arrête le projet de PLU à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ». <b>Article L.123-9 du CU</b>	Suite à l'avis des conseils municipaux, les amendements éventuels sont présentés à la Conférence Intercommunale
<b>Mise à l'enquête publique du projet de PLUI</b>	« Le projet de PLU arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale [...]. Le dossier soumis à l'enquête comprend, en annexe, les avis recueillis en application des articles L. 121-5, L. 123-8, L. 123-9, et, le cas échéant, du premier alinéa de l'article L. 123-6 ». Après l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête sont présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'EPCI ». <b>Article L.123-10 du CU</b>	
<b>Approbation du PLUI</b>	« Ensuite, l'organe délibérant de l'EPCI approuve le projet de PLU à la majorité des suffrages exprimés, en tenant compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête.  <b>Article L.123-10 du CU</b>	Préalablement à l'approbation du PLUI par le conseil communautaire, le PLUI tenant compte éventuellement des remarques et avis formulés pendant l'enquête publique est présenté en Conférence Intercommunale des Maires

		pour examen.
<b>Evolution du PLUI</b>	« Les maires de ces communes sont invités à participer à l'examen conjoint, prévu au septième alinéa de l'article L. 123-13 en cas de révision du PLU, et au premier alinéa de l'article L. 123-14-2 en cas de mise en compatibilité avec une déclaration d'utilité publique ou une déclaration de projet. En cas de modification, le projet leur est notifié dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 123-13-1 », <b>Article L.123-18 du CU</b>	<b>Pour une procédure de révision :</b> Les principes de cette collaboration sont similaires aux principes de collaboration pour l'élaboration du PLUI, établis dans la présente charte.
		<b>Pour une procédure de révision allégée:</b> Préalablement à l'arrêt de la révision « allégée » par le Conseil Communautaire, le projet est présenté en Conférence Intercommunale.  <b>Pour une procédure de mise en compatibilité</b> Préalablement à la réunion d'examen conjoint des PPA organisée par la CCL&L, le projet est soumis à l'avis simple du Conseil Municipal concerné.
		<b>Pour une procédure de modification :</b> Préalablement à la notification aux personnes publiques associées du PLUI et aux Maires des communes concernées, le projet de modification est présentée en Conférence Intercommunale.
<b>Débat sur la politique locale de l'urbanisme</b>	« Lorsqu'un EPCI exerce la compétence relative au PLU, son organe délibérant tient, au moins une fois par an, un débat portant sur la politique locale de l'urbanisme » <b>Article L.5211-62 du CGCT</b>	Ce débat en Conseil communautaire fait l'objet d'un débat préalable au sein de la Conférence Intercommunale

### 3 – LES PRINCIPES DANS LE CADRE DES EVOLUTIONS DES DOCUMENTS D'URBANISME COMMUNAUX

Dans l'attente d'un PLUI exécutoire, il est nécessaire de faire évoluer les documents d'urbanisme communaux en vigueur pour permettre d'exprimer de nouveaux projets communaux, d'adapter leurs règles à la résolution de situations de terrain et de réaliser des projets d'aménagement et de construction. La responsabilité incombe à la Communauté de Communes en vertu du transfert de compétence.

A cet effet, il est convenu que la CCL&L réalise les évolutions souhaitées par les Communes, des PLU/cartes communales dans la mesure où celles-ci sont compatibles aux documents de rang supérieur (PLH, SCoT) et ne sont pas contradictoires aux principes et objectifs débattus dans la construction du projet communautaire.

Pour chacun des procédures, une réunion préalable entre la Commune et la CCL&L sera organisée afin de prendre en compte les attentes de la commune et de convenir ensemble des dispositions précises dans lesquelles seront conduites cette procédure. Par la suite, des échanges réguliers seront nécessaires jusqu'à l'approbation du dit document.

Un principe financier est néanmoins acté. Cela se traduit financièrement par une répartition des coûts à 50 % pour la commune et 50 % pour la CCL&L, dans le cas de procédures lancées à partir de la date effective du transfert de compétence.

Les modalités de collaboration concernant les procédures d'évolution des PLU sont spécifiques par rapport à celles proposées pour l'évolution du PLUI. En effet, chaque conseil municipal concerné sera consulté aux différentes étapes de la procédure d'évolution du PLU communal.

Phase de la procédure PLU communal	Dispositions du code de l'urbanisme	Modalités de collaboration
Poursuite de la révision d'un PLU communal engagée par une commune avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2015	Engagement de la révision par la commune avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2015 : « Dans les autres cas, le plan local d'urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune, le cas échéant en collaboration avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre » <b>Article L.123-6 du CU</b> « La délibération qui prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et précise les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation ... » <b>Article L.123-6 du CU</b>	
Débat sur les orientations du PADD	« Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux [...] sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 123-1-3, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ». <b>Article L.123-9 du CU</b>	



	« Le débat prévu au premier alinéa de l'article L. 123-9 est organisé au sein des conseils municipaux des communes couvertes par le projet de PLU ou concernées par le projet de révision ». <b>Article L.123-18 du CU</b>	
<b>Arrêt du projet de PLU communal</b>	« L'organe délibérant de l'EPCI [...] arrête le projet de PLU ». <b>Article L.123-9 du CU</b>	Préalablement à l'arrêt du projet du PLU communal par le Conseil communautaire, celui-ci est soumis pour avis simple au Conseil Municipal concerné.
	« Le débat prévu au premier alinéa de l'article L. 123-9 est organisé au sein des conseils municipaux des communes couvertes par le projet de PLU ou concernées par le projet de révision. Le projet arrêté leur est soumis pour avis. Cet avis est donné dans un délai de trois mois; à défaut, il est réputé favorable ». <b>Article L.123-18 du CU</b>	
<b>Mise à l'enquête publique du projet de PLU communal</b>	« Le projet de PLU arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale [...]. Le dossier soumis à l'enquête comprend, en annexe, les avis recueillis en application des articles L. 121-5, L. 123-8, L. 123-9, et, le cas échéant, du premier alinéa de l'article L. 123-6 ». Après l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête sont présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'EPCI ». <b>Article L.123-10 du CU</b>	Après l'enquête publique réalisée, les avis, les observations du public et le rapport du commissaire d'enquête sont présentés au Conseil Municipal concerné.
<b>Approbation du PLU communal</b>	« Ensuite, l'organe délibérant de l'EPCI approuve le projet de PLU à la majorité des suffrages exprimés, en tenant compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête » <b>Article L.123-10 du CU</b>	Préalablement à l'approbation du PLU communal par le Conseil communautaire, le PLU tenant compte éventuellement des remarques et avis formulés pendant l'enquête publique est soumis à l'avis simple du Conseil Municipal concerné.
<b>Procédure de révision allégée d'un PLU communal engagé</b>	« Les maires de ces communes sont invités à participer à	<u>Pour une procédure de révision allégée</u> : Préalablement à l'arrêt

par une commune avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2015	<i>l'examen conjoint, prévu au septième alinéa de l'article L. 123-13 en cas de révision du PLU, et au premier alinéa de l'article L. 123-14-2 en cas de mise en compatibilité avec une DUP ou une déclaration de projet. En cas de modification, le projet leur est notifié dans les conditions prévues au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.123-13-1</i>	de la révision « allégée » par le Conseil communautaire, le projet est présenté en Conférence Intercommunale.
Procédure de modification ou mise en compatibilité d'un PLU communal engagée par une commune avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2015 ou par la CCL&L après le 1 <sup>er</sup> janvier 2015	« Les maires de ces communes sont invités à participer à l'examen conjoint, prévu au septième alinéa de l'article L. 123-13 en cas de révision du PLU, et au premier alinéa de l'article L. 123-14-2 en cas de mise en compatibilité avec une déclaration d'utilité publique ou une déclaration de projet. En cas de modification, le projet leur est notifié dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 123-13-1 », <b>Article L.123-18 du CU</b>	<p><b>Pour une procédure de mise en compatibilité :</b> Préalablement à la réunion d'examen conjoint des PPA organisée par CCL&amp;L, le projet est soumis à l'avis simple du Conseil Municipal concerné.</p> <p><b>Pour une procédure de modification :</b> Préalablement à la notification aux personnes publiques associées du PLUI, le projet de modification est soumis à l'avis simple du Conseil Municipal concerné.</p>

## GLOSSAIRE

loi ALUR : loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme renoué

CU : code de l'urbanisme

DUP : déclaration d'utilité publique

PLU : plan local d'urbanisme

PLUI plan local d'urbanisme intercommunal

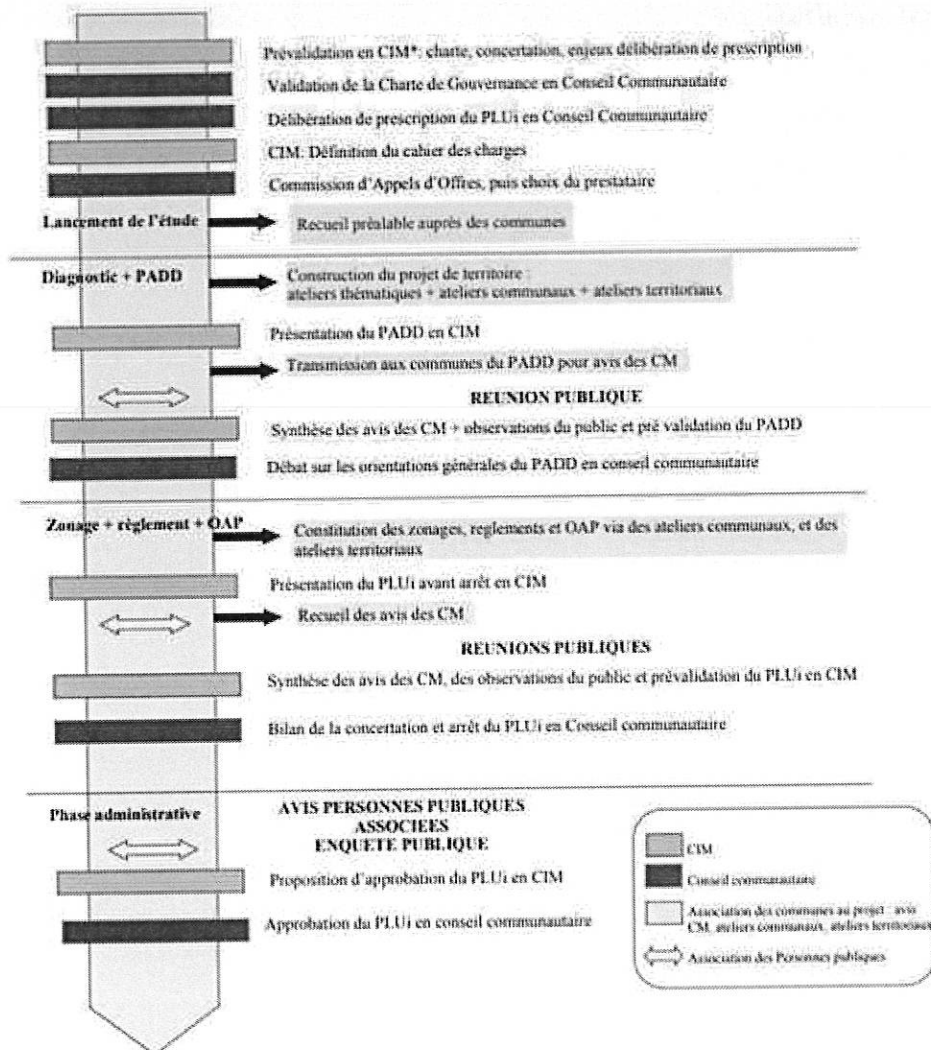
PPA : personnes publiques associées

SCoT : schéma de cohérence territoriale

PLH : programme local de l'habitat

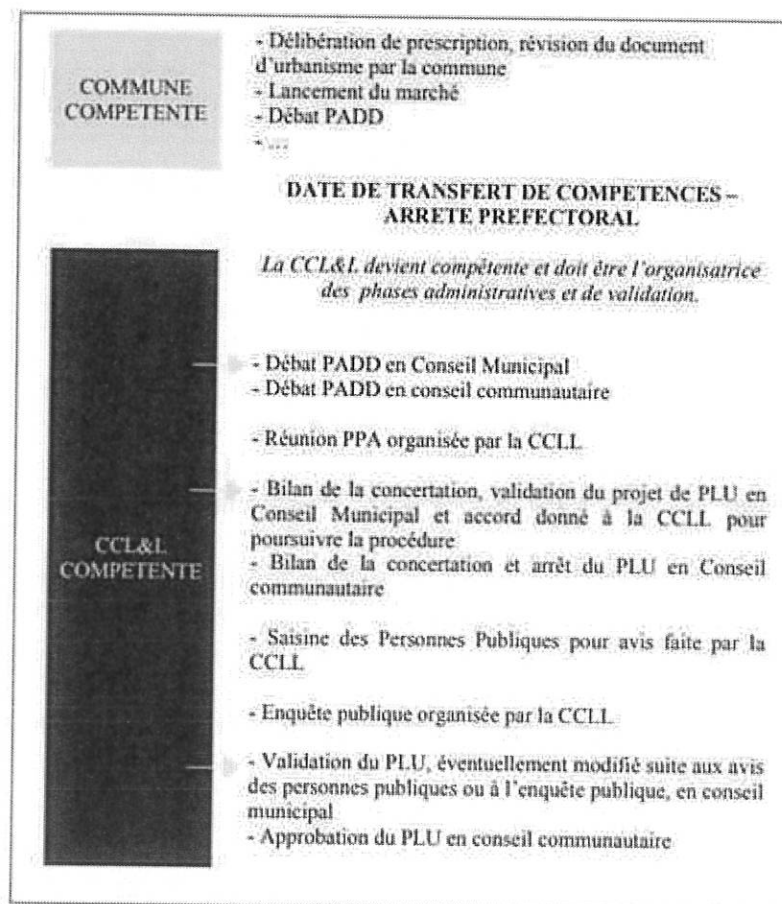
## ANNEXES

### a- Élaboration du PLUi





**b- Validation des documents d'urbanisme engagés avant le transfert de compétences**



**VOTE : 46 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTION**

**ABSTENTION : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José),**

*Sortie de Frédéric ROIG et Antoine GOUTELLE*

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_010 : Mise à disposition de service « Pôle technique » de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac (CCLL) approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** les délibérations n°MLCM\_190326\_07 du Conseil municipal du 26 mars 2019 et n°BC\_190404\_24\_06 du Bureau communautaire du 24 avril 2019, relatives à la mise à disposition individuelle d'agents entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**VU** le nouvel organigramme des services, présenté ce jour au Conseil communautaire,

**CONSIDÉRANT** que la mise à disposition de services entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac présente un intérêt particulier dans la poursuite du projet général de mutualisation et d'optimiser et de valoriser les compétences des agents déjà en poste,

**CONSIDÉRANT** que la première phase de mutualisation au sein du Pôle technique a été engagée premier trimestre 2019 avec pour objectifs l'optimisation des missions de gestion des achats, de gestion des interventions et d'accueil des administrés et professionnels,

**CONSIDÉRANT** que, fort de ces premières expériences de mutualisation et dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, de nouveaux champs d'expérimentation avec les équipes techniques peuvent être engagés toujours dans le but d'optimiser le fonctionnement interne et la qualité des services rendus à la population,

**CONSIDÉRANT** qu'à ce niveau de mutualisation, la forme administrative envisagée est la mise à disposition de service nécessitant deux conventions spécifiques : une concernant la mise à disposition de service de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac et une concernant la mise à disposition de service de la Communauté de communes à la Ville de Lodève, qui font l'objet de deux propositions de délibération à la séance du Conseil de ce jour,

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la convention de mise à disposition de service « pôle technique » de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans les fonctions suivantes :

- la fonction de gestion globale des équipes du centre technique : un agent de catégorie C à hauteur de 50 % du temps de travail,
- la fonction assistance administrative du centre technique : un agent de catégorie C à

hauteur de 65 % du temps de travail,

- la fonction d'appui technique des évènementiels : un agent de catégorie C à hauteur de 20 % du temps de travail,

- la fonction gestion magasin central : un agent de catégorie C à hauteur de 25 % du temps de travail,

- la fonction gestion du patrimoine bâti et non bâti : deux agents de catégorie B à un taux moyen de 15 % du temps de travail,

- la fonction assistance administrative de la DST : un agent de catégorie B à hauteur de 10 % du temps de travail,

- les fonctions de management et de direction de pôle : un agent de catégorie B à hauteur de 25 % du temps de travail.

**Où l'exposé de Jean-Paul PAILHOUX et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la convention de mise à disposition de service « pôle technique » de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans les conditions détaillées ci-dessus,

- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et en particulier, à signer la convention annexée à la présente délibération,

- **ARTICLE 3 : PRÉCISE** que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget principal,

- **ARTICLE 5 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**> ANNEXE SUIVANTE :**



**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION  
DE SERVICE DE LA VILLE DE LODÈVE À  
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
LODÉVOIS ET LARZAC**

**Pôle Technique**



**Entre les soussignés :**

la Communauté de communes du Lodévois et Larzac représentée par son Président conformément au procès-verbal d'élection du Président et des Vices Président en date du 11 Juillet 2020, Monsieur REQUI, ci-après dénommé "CCLL"

d'une part,

et

la Commune de Lodève représentée par son Maire conformément au procès-verbal d'élection du Maire et des Maires Adjoints en date du 3 Juillet 2020, Madame Gaëlle LEVEQUE ci-après dénommée "la commune."

d'autre part,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac (CCLL) approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** les délibérations n°MLCM\_190326\_07 du Conseil municipal du 26 mars 2019 et n°BC\_190404\_24\_06 du Bureau communautaire du 24 avril 2019, relatives à la mise à disposition individuelle d'agents entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**VU** le nouvel organigramme des services,

**VU** les délibérations n°MLCM\_XXXXXX\_XX du Conseil municipal du XX XX 2020 et n°CC\_201112\_XX du Conseil communautaire du 12 novembre 2020, relatives à la mise à disposition de service « Pôle technique » de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**CONSIDÉRANT** que la mise à disposition de services entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac présente un intérêt particulier dans la poursuite du projet général de mutualisation et d'optimiser et de valoriser les compétences des agents déjà en poste,

**CONSIDÉRANT** que la première phase de mutualisation au sein du Pôle technique a été engagée premier trimestre 2019 avec pour objectifs l'optimisation des missions de gestion des achats, de gestion des interventions et d'accueil des administrés et professionnels,

**CONSIDÉRANT** que, fort de ces premières expériences de mutualisation et dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, de nouveaux champs d'expérimentation avec les équipes techniques peuvent être engagées toujours dans le but d'optimiser le fonctionnement interne et la qualité des services rendus à la population,

## **IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUI**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Après avoir informé les Comités techniques respectifs et recueilli les avis des organes délibérants des deux collectivités, la Commune met à disposition de la CCLL, par la mise à disposition de service, les fonctions suivantes :

- la fonction de gestion globale des équipes du centre technique : un agent de catégorie C,
- la fonction assistance administrative du centre technique : un agent de catégorie C,
- la fonction d'appui technique des événementiels : un agent de catégorie C,
- la fonction gestion magasin central : un agent de catégorie C,
- la fonction gestion du patrimoine bâti et non bâti : deux agents de catégorie B,
- la fonction assistance administrative de la DST : un agent de catégorie B,
- les fonctions de management et de direction de pôle : un agent de catégorie B.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

La présente mise à disposition de service, s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

### **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et se renouvellera par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec préavis minimum de trois mois.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.



Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la CCLL pour la durée de la convention.

Sur le temps de mise à disposition, ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la CCLL. Cette dernière adresse directement au responsable du Pôle, les instructions nécessaires à l'exécution des tâches, et en contrôle l'exécution des tâches.

La Commune gère la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière, congés, formation...). La CCLL est informée des décisions prises.

La Commune verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités, frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein).

#### **ARTICLE 4 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT**

Cette mise à disposition de service s'inscrit dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des structures mais également dans le cadre d'une démarche de partenariat entre services communaux et intercommunaux consistant principalement en une optimisation de l'encadrement et une rationalisation des moyens.

La CCLL remboursera à la Commune le montant de la mise à disposition de ce service selon un coût évalué en fonction des proratas suivants :

- la fonction de gestion globale des équipes du centre technique : un agent de catégorie B à hauteur de 50 % du temps de travail,
- la fonction assistance administrative du centre technique : un agent de catégorie C à hauteur de 65 % du temps de travail,
- la fonction d'appui technique des évènementiels : un agent de catégorie C à hauteur de 20 % du temps de travail,
- la fonction gestion magasin central : un agent de catégorie C à hauteur de 25 % du temps de travail,
- la fonction gestion du patrimoine bâti et non bâti : deux agents de catégorie B à un taux moyen de 15 % du temps de travail,
- la fonction assistance administrative de la DST : un agent de catégorie B à hauteur de 10 % du temps de travail,
- les fonctions de management et de direction de pôle : un agent de catégorie B à hauteur de 25 % du temps de travail.

#### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS - DISCIPLINE**

Le Maire de la Commune de Lodève, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la Communauté de communes du Lodévois et Larzac.

#### **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU PERSONNEL MIS À DISPOSITION**

Le supérieur hiérarchique au sein de la Commune établit, après un entretien avec les intéressés, un rapport sur leur manière de servir, qu'il assortit, pour les fonctionnaires, d'une proposition d'évaluation (appréciation générale littérale ou notation). Ce rapport est ensuite transmis aux agents qui peuvent y apporter leurs observations, puis à la commune qui procède à l'évaluation individuelle annuelle de l'agent.

#### **ARTICLE 7 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION**

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

#### **ARTICLE 8 : LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Montpellier, dans le respect des délais de recours.

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

Fait à Lodève, le  
En 3 exemplaires.

Pour la Commune  
La Maire  
Gaëlle LEVEQUE

Pour la CCLL  
Le Président  
Jean Luc REQUI

**VOTE : 40 POUR, 0 CONTRE, 9 ABSTENTION**

**ABSTENTION : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana, BOUSQUET Pierre-Paul (et procuration d'OLIVIER Françoise), PRADEL Sophie, AGUSSOL Jean-Paul**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_011 : Mise à disposition de service « Pôle technique » de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à la Ville de Lodève**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac (CCLL) approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** les délibérations n°MLCM\_190326\_07 du Conseil municipal du 26 mars 2019 et n°BC\_190404\_24\_06 du Bureau communautaire du 24 avril 2019, relatives à la mise à disposition individuelle d'agents entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**VU** le nouvel organigramme des services, présenté ce jour au Conseil communautaire,

**CONSIDÉRANT** que la mise à disposition de services entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac présente un intérêt particulier dans la poursuite du projet général de mutualisation et d'optimiser et de valoriser les compétences des agents déjà en poste,

**CONSIDÉRANT** que la première phase de mutualisation au sein du Pôle technique a été engagée premier trimestre 2019 avec pour objectifs l'optimisation des missions de gestion des achats, de gestion des interventions et d'accueil des administrés et professionnels,

**CONSIDÉRANT** que, fort de ces premières expériences de mutualisation et dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, de nouveaux champs d'expérimentation avec les équipes techniques peuvent être engagées toujours dans le but d'optimiser le fonctionnement interne et la qualité des services rendus à la population,

**CONSIDÉRANT** qu'à ce niveau de mutualisation, la forme administrative envisagée est la mise à disposition de service nécessitant deux conventions spécifiques : une concernant la

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

mise à disposition de service de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac et une concernant la mise à disposition de service de la Communauté de communes à la Ville de Lodève, qui font l'objet de deux propositions de délibération à la séance du Conseil de ce jour,

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la convention de mise à disposition de service « pôle technique » de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à la Ville de Lodève, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans les fonctions suivantes :

- la fonction de gestion globale des équipes du centre technique : un agent de catégorie C à hauteur de 50 % du temps de travail,
- la fonction gestion du patrimoine bâti : un agent de catégorie C à hauteur de 15 % du temps de travail.

**Où l'exposé de Jean-Paul PAILHOUX et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la convention de mise à disposition de service « pôle technique » de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à la Ville de Lodève, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans les conditions détaillées ci-dessus,
- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et en particulier, à signer la convention annexée à la présente délibération,
- **ARTICLE 3 : PRÉCISE** que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget principal,
- **ARTICLE 5 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**> ANNEXE SUIVANTE :**



**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION  
DE SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ DE  
COMMUNES LODÉVOIS ET LARZAC À LA  
VILLE DE LODÈVE  
Pôle Technique**



**Entre les soussignés :**

la Communauté de communes du Lodévois et Larzac représentée par son Président conformément au procès-verbal d'élection du Président et des Vices Président en date du 11 Juillet 2020, Monsieur REQUI, ci-après dénommé "CCLL"

d'une part,

et

la Commune de Lodève représentée par son Maire conformément au procès-verbal d'élection du Maire et des Maires Adjoints en date du 3 Juillet 2020, Madame Gaëlle LEVEQUE ci-après dénommée "la commune."

d'autre part,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16,

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac (CCLL) approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** les délibérations n°MLCM\_190326\_07 du Conseil municipal du 26 mars 2019 et n°BC\_190404\_24\_06 du Bureau communautaire du 24 avril 2019, relatives à la mise à disposition individuelle d'agents entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**VU** le nouvel organigramme des services,

**VU** les délibérations n°MLCM\_XXXXXX\_XX du Conseil municipal du XX XX 2020 et n°CC\_201112\_XX du Conseil communautaire du 12 novembre 2020, relatives à la mise à disposition de service « Pôle technique » de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**CONSIDÉRANT** que la mise à disposition de services entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac présente un intérêt particulier dans la poursuite du projet général de mutualisation et d'optimiser et de valoriser les compétences des agents déjà en poste,

**CONSIDÉRANT** que la première phase de mutualisation au sein du Pôle technique a été engagée premier trimestre 2019 avec pour objectifs l'optimisation des missions de gestion des achats, de gestion des interventions et d'accueil des administrés et professionnels,

**CONSIDÉRANT** que, fort de ces premières expériences de mutualisation et dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, de nouveaux champs d'expérimentation avec les équipes techniques peuvent être engagées toujours dans le but d'optimiser le fonctionnement interne et la qualité des services rendus à la population,

## **IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIT**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Après avoir informé les Comités techniques respectifs et recueilli les avis des organes délibérants des deux collectivités, la CCLL met à disposition de la Commune, par la mise à disposition de service, les fonctions suivantes :

- la fonction de gestion globale des équipes du centre technique : un agent de catégorie C,
- la fonction gestion du patrimoine bâti : un agent de catégorie C.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

La présente mise à disposition de service, s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

### **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et se renouvellera par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec préavis minimum de trois mois.



### **ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la Commune pour la durée de la convention.

Sur le temps de mise à disposition, ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Commune. Cette dernière adresse directement au responsable du Pôle, les instructions nécessaires à l'exécution des tâches, et en contrôle l'exécution des tâches.

La CCLL gère la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière, congés, formation...). La commune est informée des décisions prises.

La CCLL verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités, frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein).

### **ARTICLE 4 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT**

Cette mise à disposition de service s'inscrit dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des structures mais également dans le cadre d'une démarche de partenariat entre services communaux et intercommunaux consistant principalement en une optimisation de l'encadrement et une rationalisation des moyens.

La Commune remboursera à la CCLL le montant de la mise à disposition de ce service selon un coût évalué en fonction des proratas suivants :

- la fonction de gestion globale des équipes du centre technique : un agent de catégorie C à hauteur de 50 % du temps de travail,
- la fonction gestion du patrimoine bâti : un agent de catégorie C à hauteur de 15 % du temps de travail.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS - DISCIPLINE**

Le Président de la CCLL, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la Commune.

### **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU PERSONNEL MIS À DISPOSITION**

Le supérieur hiérarchique au sein de la CCLL établit, après un entretien avec les intéressés, un rapport sur leur manière de servir, qu'il assortit, pour les fonctionnaires, d'une proposition d'évaluation (appréciation générale littéraire ou notation). Ce rapport est ensuite transmis aux agents qui peuvent y apporter leurs observations, puis à la commune qui procède à l'évaluation individuelle annuelle de l'agent.

### **ARTICLE 7 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION**

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

### **ARTICLE 8 : LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Montpellier, dans le respect des délais de recours.

Fait à Lodève, le

En 3 exemplaires.

Pour la Commune  
La Maire  
Gaëlle LEVEQUE

Pour la CCLL  
Le Président  
Jean Luc REQUI

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.



**VOTE : 40 POUR, 5 CONTRE, 4 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**ABSTENTION : BOUSQUET Pierre-Paul (et procuration d'OLIVIER Françoise), PRADEL Sophie, AGUSSOL Jean-Paul**

**Retour d'Antoine GOUTELLE**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_012 : Mise à disposition de service « Administration générale » de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à la Ville de Lodève**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac (CCLL) approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** le nouvel organigramme des services, présenté ce jour au Conseil communautaire,

**CONSIDÉRANT** que la mise à disposition de services entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac présente un intérêt particulier dans la poursuite du projet général de mutualisation et d'optimiser et de valoriser les compétences des agents déjà en poste,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, la mutualisation des fonctions d'administration générale permettrait d'améliorer le fonctionnement des services des deux collectivités et la qualité des services rendus à la population,

**CONSIDÉRANT** qu'à ce niveau de mutualisation, la forme administrative envisagée est la mise à disposition de service nécessitant une convention spécifique de mise à disposition de service de la Communauté de communes à la Ville de Lodève, les agents concernés étant issus de la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la convention de mise à disposition de service « administration générale » de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à la Ville de Lodève, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans les fonctions suivantes :

- la fonction de direction générale : un agent de catégorie A et un agent de catégorie C proportionnellement aux effectifs de chaque collectivité au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année,
- la fonction de gestion des courriers et des actes : un agent de catégorie B et un agent de catégorie C à hauteur de 50 % de leur temps de travail,
- la fonction d'accueil des collectivités : deux agents de catégorie C en remplacement ponctuel de l'agent en charge de l'accueil de la Ville de Lodève durant ses congés ou absences,
- la fonction de gestion des accueils des collectivités : un agent de catégorie C à hauteur de

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

5 % du temps de travail.

Ouï l'exposé de Jean-Paul PAILHOUX et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la convention de mise à disposition de service « administration générale » de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à la Ville de Lodève, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans les conditions détaillées ci-dessus,
- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et en particulier, à signer la convention annexée à la présente délibération,
- **ARTICLE 3 : PRÉCISE** que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget principal,
- **ARTICLE 5 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

> ANNEXE SUIVANTE :



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION  
DE SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ DE  
COMMUNES LODÉVOIS ET LARZAC À LA  
VILLE DE LODÈVE

Administration générale



Entre les soussignés :

la Communauté de communes du Lodévois et Larzac représentée par son Président conformément au procès-verbal d'élection du Président et des Vices Président en date du 11 Juillet 2020, Monsieur REQUI, ci-après dénommé "CCLL"

d'une part,

et

la Commune de Lodève représentée par son Maire conformément au procès-verbal d'élection du Maire et des Maires Adjointes en date du 3 Juillet 2020, Madame Gaëlle LEVEQUE ci-après dénommée "la commune."

d'autre part,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac (CCLL) approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** le nouvel organigramme des services,

**CONSIDÉRANT** que la mise à disposition de services entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac présente un intérêt particulier dans la poursuite du projet général de mutualisation et d'optimiser et de valoriser les compétences des agents déjà en poste,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, la mutualisation des fonctions d'administration générale permettrait d'améliorer le fonctionnement des services des deux collectivités et la qualité des services rendus à la population,

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

## **IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUIT**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Après avoir informé les Comités techniques respectifs et recueilli les avis des organes délibérants des deux collectivités, la CCLL met à disposition de la Commune, par la mise à disposition de service, les fonctions suivantes :

- la fonction de direction générale : un agent de catégorie A et un agent de catégorie C,
- la fonction de gestion des courriers et des actes : un agent de catégorie B et un agent de catégorie C,
- la fonction d'accueil des collectivités : deux agents de catégorie C,
- la fonction de gestion des accueils des collectivités : un agent de catégorie C.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

La présente mise à disposition de service, s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

### **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et se renouvellera par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec préavis minimum de trois mois.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la Commune pour la durée de la convention.

Sur le temps de mise à disposition, ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Commune. Cette dernière adresse directement à la direction générale des services, les instructions nécessaires à l'exécution des tâches, et en contrôle l'exécution des tâches.

La CCLL gère la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière, congés, formation...). La commune est informée des décisions prises.

La CCLL verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités, frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur en son sein).

### **ARTICLE 4 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT**

Cette mise à disposition de service s'inscrit dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des structures mais également dans le cadre d'une démarche de partenariat entre services communaux et intercommunaux consistant principalement en une optimisation de l'encadrement et une rationalisation des moyens.

La Commune remboursera à la CCLL le montant de la mise à disposition de ce service selon un coût évalué en fonction des proratas suivants :

- la fonction de direction générale : un agent de catégorie A et un agent de catégorie C proportionnellement aux effectifs de chaque collectivité au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année,
- la fonction de gestion des courriers et des actes : un agent de catégorie B et un agent de catégorie C à hauteur de 50 % de leur temps de travail,
- la fonction de gestion des accueils des collectivités : un agent de catégorie C à hauteur de 5 % du temps de travail.

Pour la fonction d'accueil des collectivités, le coût sera évalué sur la base du nombre de jours réellement réalisés.

### **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS - DISCIPLINE**

Le Président de la CCLL, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la Commune.

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

**ARTICLE 6 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU PERSONNEL MIS À DISPOSITION**

Le supérieur hiérarchique au sein de la CCLL établit, après un entretien avec les intéressés, un rapport sur leur manière de servir, qu'il assortit, pour les fonctionnaires, d'une proposition d'évaluation (appréciation générale littérale ou notation). Ce rapport est ensuite transmis aux agents qui peuvent y apporter leurs observations, puis à la commune qui procède à l'évaluation individuelle annuelle de l'agent.

**ARTICLE 7 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION**

La mise à disposition prend fin au terme fixé à l'article 2 de la présente convention.

**ARTICLE 8 : LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Montpellier, dans le respect des délais de recours.

Fait à Lodève, le

En 3 exemplaires.

Pour la Commune  
La Maire  
Gaëlle LEVEQUE

Pour la CCLL  
Le Président  
Jean Luc REQUI

**VOTE : 42 POUR, 5 CONTRE, 3 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**ABSTENTION : BOUSQUET Pierre-Paul (et procuration d'OLIVIER Françoise), PRADEL Sophie**

**DÉLIBÉRATION N°CC 201112\_013 : Mise à disposition individuelle du poste de direction de l'administration générale de la Ville de Lodève à la Communauté de communes Lodévois et Larzac**

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** la délibération n°20180321\_011 du Conseil municipal du 21 mars 2018 et la délibération n°BC\_20180315\_008 du Bureau communautaire du 15 mars 2018 relatives à la convention type de mise à disposition d'agents entre la ville de Lodève et la CCLL,

**VU** le nouvel organigramme des services, présenté ce jour au Conseil communautaire,

**VU** l'accord écrit de l'agent mis à disposition,

**CONSIDÉRANT** que la mise à disposition d'agent entre la Ville de Lodève et la Communauté de communes Lodévois et Larzac participe à la poursuite du projet général de mutualisation,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, la mutualisation des fonctions d'administration générale permettrait

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*



d'améliorer le fonctionnement des services des deux collectivités et la qualité des services rendus à la population,

**CONSIDÉRANT** que les mises à disposition individuelles d'agents entre la Communauté de communes et la Ville de Lodève, dans le cadre du schéma de mutualisation, sont formalisées par une convention, dont le format type a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Lodève et par le Conseil communautaire conformément aux délibérations sus-visées,

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la mise à disposition d'un agent de la Ville de Lodève auprès de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020, au grade de rédacteur principal titulaire à temps complet pour exercer des fonctions de direction de l'administration générale, en appui aux fonctions du directeur général des Services, à hauteur de 50% de son temps de travail.

**Où l'exposé de Jean-Paul PAILHOUX et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la mise à disposition d'un agent de la Ville de Lodève au près de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020, au grade de rédacteur principal titulaire à temps complet pour exercer des fonctions de direction de l'administration générale, en appui aux fonctions du directeur général des Services, à hauteur de 50% de son temps de travail,

- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et en particulier, à signer la convention correspondante,

- **ARTICLE 3 : PRÉCISE** que l'accord écrit de l'agent mise à disposition y sera annexé,

- **ARTICLE 4 : PRÉCISE** que la dépense correspondante est inscrite au budget principal,

- **ARTICLE 5 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE : 42 POUR, 6 CONTRE, 2 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana, PRADEL Sophie**

**ABSTENTION : BOUSQUET Pierre-Paul (et procuration d'OLIVIER Françoise)**

**DÉLIBÉRATION N°CC 201112\_014 : Mise à disposition individuelle du poste de direction du pôle ressources de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à la Ville de Lodève**

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** la délibération du 14 mai 2014 de la Communauté de communes du Lodévois et Larzac approuvant le lancement du schéma de mutualisation avec ses communes membres,

**VU** la délibération n°20180321\_011 du Conseil municipal du 21 mars 2018 et la délibération n°BC\_20180315\_008 du Bureau communautaire du 15 mars 2018 relatives à la convention

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification*



type de mise à disposition d'agents entre la ville de Lodève et la CCLL,  
VU le nouvel organigramme des services, présenté ce jour au Conseil communautaire,  
VU l'accord écrit de l'agent mis à disposition,

**CONSIDÉRANT** que le recrutement pour le poste de directeur du pôle ressources par la Communauté de communes sur des fonctions mutualisées à hauteur de 50 % de son temps de travail avec la Ville de Lodève,

**CONSIDÉRANT** que les mises à disposition individuelles d'agents entre la Communauté de communes et la Ville de Lodève, dans le cadre du schéma de mutualisation, sont formalisées par une convention, dont le format type a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Lodève et par le Conseil communautaire conformément aux délibérations sus-visées,

Monsieur le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver la mise à disposition d'un agent de la Communauté de communes Lodévois et Larzac auprès de la Ville de Lodève à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020, au grade d'attaché principal titulaire à temps complet pour exercer des fonctions de directeur du pôle ressources, adjoint au directeur général des Services, à hauteur de 50% de son temps de travail.

**Où l'exposé de Jean-Paul PAILHOUX et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la mise à disposition d'un agent de la Communauté de communes Lodévois et Larzac auprès de la Ville de Lodève à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2020, au grade d'attaché principal titulaire à temps complet pour exercer des fonctions de direction du pôle ressources, adjoint au directeur général des Services, à hauteur de 50% de son temps de travail,
- **ARTICLE 2 : AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et en particulier, à signer la convention correspondante,
- **ARTICLE 3 : PRÉCISE** que l'accord écrit de l'agent mise à disposition y sera annexé,
- **ARTICLE 4 : PRÉCISE** que la recette correspondante est inscrite au budget principal,
- **ARTICLE 5 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE : 42 POUR, 6 CONTRE, 2 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana, PRADEL Sophie**

**ABSTENTION : BOUSQUET Pierre-Paul (et procuration d'OLIVIER Françoise)**

***Retour de Frédéric ROIG***

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_015 : Modification du tableau des effectifs**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU la loi 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,  
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

fonction publique territoriale, notamment les articles 3-2, 3-3 et 34 rappelant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

**VU** la délibération n°CC\_200728\_050 du Conseil communautaire du 11 Juillet 2020 relative à l'approbation du tableau des effectifs,

**VU** le nouvel organigramme des services, présenté ce jour au Conseil communautaire,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de créer les postes nécessaires au bon fonctionnement des services et de les adapter au temps de travail de la collectivité,

**CONSIDÉRANT** que le candidat retenu suite à la procédure de recrutement pour le poste du directeur du pôle ressources est au grade d'Attaché Principal et que le grade créé par anticipation lors du Conseil communautaire du 11 juillet 2020 est attaché,

**CONSIDÉRANT** que, dans le cadre de la réorganisation des services présentée par le nouvel organigramme, il est prévu de créer un poste de rédacteur pour occuper les fonctions de chargé(e) de mission communication et un poste de technicien pour occuper les fonctions de responsable de la gestion des déchets et propreté,

**CONSIDÉRANT** que les postes non pourvus seront proposés à la suppression au Comité technique en sa séance prévue le 30 Novembre 2020, permettant de faire l'objet d'un projet de délibération à une prochaine séance du Conseil communautaire,

**CONSIDÉRANT** qu'une erreur sur l'intitulé du grade s'est glissée dans la dernière délibération il convient de renommer le grade de puéricultrice de classe exceptionnelle en puéricultrice de classe supérieure,

Monsieur le Président propose au Conseil communautaire :

- de créer au tableau des effectifs à compter de la notification de la présente délibération les postes suivants :
  - un poste d'attaché principal pour le poste du directeur du pôle ressources,
  - un poste de rédacteur pour le poste de chargé(e) de mission communication,
  - un poste de technicien pour le poste de responsable de la gestion des déchets et propreté,
- de modifier l'intitulé du grade de puéricultrice de classe exceptionnelle en puéricultrice de classe supérieure.

**Où l'exposé de Jean-Paul PAILHOUX et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

**- ARTICLE 1 : ADOPTE** le tableau des effectifs comprenant les modifications décrites ci-dessus :

**TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA CCL&L AU 12 NOVEMBRE 2020**

Grade	Catégorie	Effectifs Budgétaires	Pourvus	Temps Non Complet (TNC)	Effectifs modifiés	dont TNC
<b>AGENTS STATUTAIRES</b>						
<b>Collaborateur de cabinet</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
<b>Emploi fonctionnel</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>		
Directeur Général des Services	A	1	1	0		
<b>ADMINISTRATIF (1)</b>		<b>46</b>	<b>33</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	
Attaché Principal	A	0	0	0	1	
Attaché	A	6	5	0		
Rédacteur principal de première classe	B	5	3	0		
Rédacteur principal de deuxième classe	B	1	1	0		
Rédacteur	B	3	2	0	1	
Adjoint administratif principal première classe	C	6	6	0		
Adjoint administratif principal deuxième classe	C	10	5	1		
Adjoint administratif	C	15	11	2		
<b>ANIMATION (2)</b>		<b>28</b>	<b>24</b>	<b>5</b>		
Animateur principal première classe	B	1	1	0		
Animateur principal deuxième classe	B	1	1	0		
Animateur	B	1	1	0		
Adjoint d'animation principal deuxième classe	C	10	8	1		
Adjoint d'animation	C	15	13	4		
<b>CULTURELLE (3)</b>		<b>14</b>	<b>12</b>	<b>2</b>		
Conservateur en chef du patrimoine	A	1	1	0		
Assistant de conservation principal deuxième classe	B	1	1	0		
Adjoint du patrimoine principal deuxième classe	C	4	3	0		
Adjoint du patrimoine	C	8	6	2		
<b>MÉDICO-SOCIALE (4)</b>		<b>20</b>	<b>15</b>	<b>0</b>		
Puéricultrice de classe supérieure	A	1	1	0		
Puéricultrice de classe normale	A	1	0	0		
Éducateur de jeunes enfants classe exceptionnelle	A	1	1	0		
Éducateur de jeunes enfants première classe	A	1	0	0		
Éducateur de jeunes enfants deuxième classe	A	1	1	0		
Auxiliaire de puériculture de première classe	C	2	2	0		
Auxiliaire de puériculture de deuxième classe	C	3	1	0		
Agent social Principal de première classe	C	1	1	0		
Agent social	C	9	8	0		
<b>TECHNIQUE (5)</b>		<b>41</b>	<b>33</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	
Ingénieur principal	A	2	3	0		
Ingénieur	A	1	1	0		
Technicien principal première classe	B	1	1	0		
Technicien principal deuxième classe	B	1	1	0		
Technicien	B	0	0	0	1	
Agent de maîtrise principal	C	2	2	0		
Agent de maîtrise	C	3	2	0		
Adjoint technique principal première classe	C	7	5	0		
Adjoint technique principal deuxième classe	C	15	11	0		
Adjoint technique	C	9	4	0		
<b>TOTAL (1+2+3+4+5)</b>		<b>149</b>	<b>116</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL AGENTS STATUTAIRES</b>		<b>150</b>	<b>117</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
<b>emploi fonctionnel et collaborateur de cabinet compris</b>		<b>150</b>	<b>117</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

**TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA CCL&L AU 12 NOVEMBRE 2020**

Grade	Catégorie	Effectifs Budgétaires	Pourvus	Temps Non Complet (TNC)	Effectifs modifiés	dont TNC
<b>CONTRACTUELS PERMANENTS</b>						
<b>ADMINISTRATIF (6)</b>		2	2	0	0	0
Attaché en Contrat à Durée Indéterminée (CDI)	A	2	2	0		
<b>CULTURELLE (7)</b>		1	1	1	0	0
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	A	1	1	0		
<b>MÉDICO-SOCIALE (8)</b>		2	2	0	0	0
Assistants maternelles en CDI		2	2	0	0	0
<b>TECHNIQUE (9)</b>		3	2	0	0	0
Technicien principal deuxième classe en CDI	B	3	2	0		
<b>POLITIQUE DE LA VILLE (10)</b>		1	1	0	0	0
Chargé de mission		1	1	0		
<b>ANIMATION (11)</b>		32	3	3	0	0
Adjoint d'animation	C	32	3	3		
<b>TOTAL CONTRACTUELS PERMANENTS (6+7+8+9+10+11)</b>		<b>41</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CONTRACTUELS NON PERMANENTS</b>						
<b>ADMINISTRATIF (12)</b>		6	5	3	0	0
Attaché	A	1	0	0		
Rédacteur	B	2	2	0		
Adjoint administratif	C	3	3	3		
<b>ANIMATION (13)</b>		29	29	28	0	0
Adjoint d'animation	C	29	29	28		
<b>CULTURELLE (14)</b>		6	2	2	0	0
Adjoint du patrimoine	C	6	2	2		
<b>MÉDICO-SOCIALE (15)</b>		9	7	5	0	0
Éducateur de jeunes enfants	B	2	1	0		
Auxiliaire de puériculture deuxième classe	C	2	1	0		
Agent social	C	4	4	4		
Médecin	C	1	1	1		
<b>TECHNIQUE (16)</b>		3	0	0	0	0
Adjoint technique (saisonnier)	C	3	0	0		
<b>TOTAL CONTRACTUELS NON PERMANENTS (12+13+14+15+16)</b>		<b>53</b>	<b>43</b>	<b>38</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL AU 12 NOVEMBRE 2020</b>		<b>244</b>	<b>171</b>	<b>50</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

- **ARTICLE 2 : PRÉCISE** que les dépenses correspondantes sont imputées sur le budget principal,

- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE : 43 POUR, 5 CONTRE, 3 ABSTENTION**

**CONTRE : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.



**ABSTENTION : BOUSQUET Pierre-Paul (et procuration d'OLIVIER Françoise), PRADEL Sophie**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_016 : Décision modificative n°1 du budget principal 2020**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2313-1,

**VU** la délibération n° CC\_191219\_06 du Conseil communautaire du 19 décembre 2019 adoptant le Budget primitif 2020 de la Communauté de communes,

**VU** la délibération n°CC\_200728\_38 du Conseil communautaire du 28 juillet 2020 adoptant le Budget supplémentaire 2020 de la Communauté de communes,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil communautaire a voté le budget par nature au niveau du chapitre,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient à ce jour de procéder à des virements et ouvertures de crédits en section de fonctionnement et d'investissement, par décision modificative n°1, comme résumée ci-dessous et dont la maquette budgétaire correspondante est mise à disposition au préalable de la séance, à l'accueil de la Communauté de communes ainsi que sur le lien du [drive](https://drive.lodevoisetlarzac.info/nextcloud/index.php/s/p2E4F3b8rtt5fGQ) suivant : <https://drive.lodevoisetlarzac.info/nextcloud/index.php/s/p2E4F3b8rtt5fGQ>

Monsieur le Président propose au Conseil communautaire d'adopter cette décision modificative n°1 du budget principal telle que résumée ci après :

**Section de fonctionnement recettes ..... 75 685 euros**

73 – Impôts et taxes..... + 23 185 euros

*Recettes supplémentaires au titre des rôles complémentaires et du FPIC*

74 – Dotations, subventions et participations..... + 52 500 euros

*Fonds de concours du Syndicat Intercommunal des Eaux du Lodévois (SIEL)*

**Section de fonctionnement dépenses ..... 75 685 euros**

011 – Charges à caractère général ..... - 102 886 euros

*Dépenses non consommées, notamment celles du musée et du festival résurgence*

023 – Virement à la section d'investissement ..... + 141 011 euros

65 – Autres charges de gestion courante..... 37 560 euros

*Réajustement du montant de la participation du Syndicat Centre Hérault, de la subvention à verser à l'école de musique, des subventions d'équilibre du CIAS et de l'Office de Commerce*

**Section d'investissement recettes ..... 751 011 euros**

27 – Autres immobilisations financières..... + 10 000 euros

*Remboursement d'une avance de trésorerie accordée*

45821 – Réhabilitation du hameau de Navacelles ..... + 600 000 euros

021 - Virement de la section de fonctionnement ..... + 141 011 euros

**Section d'investissement dépenses ..... 751 011 euros**

20 – Immobilisations incorporelles..... + 92 571 euros

*Études OPAH et divers logiciels (dématérialisés) notamment pour l'eau et l'assainissement*

204 – Subventions d'équipement versées..... + 35 000 euros

*Enveloppe complémentaire pour l'aide aux entreprises en difficulté dans le cadre de la crise sanitaire*

21 – Immobilisations corporelles..... + 39 946 euros

*Divers matériels informatiques*

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.



23 – Immobilisations en cours..... - 16 506 euros  
 Changement d'imputation pour matériel SIG  
 45811 – Réhabilitation du hameau de Navacelles ..... + 600 000 euros

**Où l'exposé de David BOSC et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : ADOPTE** la décision modificative n°1 du budget principal 2020 telle que détaillée ci-dessus et retranscrite dans la maquette budgétaire correspondante,
- **ARTICLE 2 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE : 46 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTION**

**ABSTENTION : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_017 : Décision modificative n°1 du budget annexe Office du commerce 2020**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2313-1,

**VU** la délibération n° CC\_191219\_09 du Conseil communautaire du 19 décembre 2019 adoptant le Budget primitif 2020 de la Communauté de communes,

**VU** la délibération n°CC\_200728\_41 du Conseil communautaire du 28 juillet 2020 adoptant le Budget supplémentaire 2020 de la Communauté de communes,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil communautaire a voté le budget par nature au niveau du chapitre,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient à ce jour de procéder à des virements et ouvertures de crédits en section de fonctionnement et d'investissement, par décision modificative n°1, comme résumée ci-dessous et dont la maquette budgétaire correspondante est mise à disposition au préalable de la séance, à l'accueil de la Communauté de communes ainsi que sur le lien du [drive](https://drive.lodevoisetlarzac.info/nextcloud/index.php/s/p2E4F3b8rtt5fGQ) suivant :  
<https://drive.lodevoisetlarzac.info/nextcloud/index.php/s/p2E4F3b8rtt5fGQ>

Monsieur le Président propose au Conseil communautaire d'adopter cette décision modificative n°1 du budget annexe de l'office du commerce telle que résumée ci après :

**Section de fonctionnement dépenses ..... 4 200 euros**

011 – Charges à caractère général ..... + 4 200 euros  
*Pour couvrir les dépenses liées à l'action commerce*

**Section de fonctionnement recettes ..... 4 200 euros**

75 – Autres recettes de gestion..... + 4 200 euros  
*Ajustement du montant de la subvention d'équilibre*

**Où l'exposé de David BOSC et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : ADOPTE** la décision modificative n°1 du budget annexe de l'office du commerce 2020 telle que détaillée ci-dessus et retranscrite dans la maquette budgétaire correspondante,
- **ARTICLE 2 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

**VOTE : 46 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTION**

**ABSTENTION : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_018 : Deuxième actualisation de la répartition des crédits de paiement du budget principal 2020**

**VU** la délibération n°CC\_20170425\_016 du Conseil communautaire du 25 avril 2017 approuvant le règlement financier des Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP),

**VU** la délibération n°CC\_190627\_27 du Conseil communautaire du 27 juin 2019, approuvant le règlement financier des Autorisations d'Engagement (AE) et CP,

**VU** les délibérations n°CC\_20171221-031 du Conseil communautaire du 21 décembre 2017, n°CC\_180412\_016 du Conseil communautaire du 12 avril 2018, n°CC\_190627\_28 du Conseil communautaire du 27 juin 2019 et n°CC\_200728\_36 du Conseil communautaire du 28 juillet 2020, qui ont approuvé et actualisé les APCP du budget principal,

**CONSIDÉRANT** qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire et que pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la première année puis reporter le solde d'une année sur l'autre,

**CONSIDÉRANT** que la procédure des APCP pour les crédits de la section d'investissement ainsi que celle des AE pour les crédits de la section de fonctionnement est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire :

- cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements et de charges de fonctionnement (hors charges de personnel) sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagements,
- elle favorise la gestion pluriannuelle et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme,

**CONSIDÉRANT** qu'une première délibération fixe l'enveloppe globale de la dépense, ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement et que dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché ou d'une convention par exemple),

**CONSIDÉRANT** que les bilans annuels d'exécution des APCP et AECP sont présentés en annexe du compte administratif et que l'actualisation de la répartition des crédits des AP et AE fait l'objet d'une délibération au moment du vote du budget primitif ou du budget supplémentaire,

**CONSIDÉRANT** que toutes autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent également faire l'objet d'une délibération,

Monsieur le Président propose au Conseil communautaire d'actualiser la répartition des Crédits de Paiement, comme présenté dans le tableau suivant :

N°	INTITULÉ DE L'AP	AP votées y compris N	CP antérieurs (réalisations au 01/01/N)	CP ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice N+1)
1	Élaboration du PLUi	420 000,00	226 647,00	133 500,00	59 853,00	0,00
2	Réhabilitation du hameau de Navacelles	2 280 000,00	3 893,42	1 373 043,00	773 043,00	130 020,58

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

	(commune + département)					
3	Poursuite des travaux du musée	4 951 688,00	4 519 716,34	431 971,00	0,00	0,66
4	Opération Programmée d'amélioration de l'habitat	1 389 147,00	531 885,79	213 000,00	158 000,00	444 261,21
5	Opération façade	247 942,00	97 942,00	150 000,00	0,00	0,00
6	Système d'information géographique	500 000,00	41 784,00	250 000,00	208 216,00	0,00
7	Programmation pluriannuelle de travaux dans le cadre de la compétence GEMAPI (études, restauration, renaturation, protection inondation)	1 240 000,00	246 211,55	534 128,00	459 660,45	0,00
	<b>TOTAUX</b>	<b>11 028 777,00</b>	<b>5 668 080,10</b>	<b>3 085 642,00</b>	<b>1 658 772,45</b>	<b>574 282,45</b>

N°	INTITULÉ DE L'AE	AE votées y compris N	CP antérieurs (réalisations au 01/01/N)	CP ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercice > N+1)
1	Exposition du musée « Eric Bourret - Terres » 04/04/20-23/08/20 ( <i>réportée</i> )	110 000,00	3 000,00	107 000,00	0,00	
2	Exposition du musée « coproduction de 5 institutions – Herbiers tissés » 25/04/20-29/08/21	119 100,00		48 000,00	71 100,00	
3	Mission d'accompagnement administratif et financier dans le cadre du transfert de compétence eau et assainissement	40 000,00		40 000,00	0,00	
4	Exposition du musée « Les derniers impressionnistes. Le temps de l'intimité » 26/09/20-21/02/21	309 913,00		276 613,00	33 300,00	
	<b>TOTAUX</b>	<b>579 013,00</b>	<b>3 000,00</b>	<b>471 613,00</b>	<b>104 400,00</b>	

Il est précisé que les dépenses seront financées par la FCTVA, l'autofinancement et l'emprunt,

**Où l'exposé de David BOSC et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : AUTORISE** l'actualisation de la répartition des Crédits de Paiement, comme présenté dans le tableau ci dessus,

- **ARTICLE 2 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE : 46 POUR, 0 CONTRE, 5 ABSTENTION**

**ABSTENTION : RICARDO Christian, LAATEB Claude (et procuration de MARTIN José), COUPEAU Sandrine, SINEGRE Joana**

**DÉLIBÉRATION N°CC 201112\_019 : Charte de la laïcité, expression d'un engagement de la Communauté de communes Lodévois et Larzac à préserver et défendre la laïcité, qui s'impose à ses agents, ses usagers ainsi qu'à ses partenaires**

**VU** les textes fondateurs de la République que sont la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution de 1946, la Constitution de 1958, ainsi que le principe de laïcité garanti par la loi du 9 décembre 1905,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de communes Lodévois et Larzac s'engage à préserver et défendre les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République que sont la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution de 1946, la Constitution de 1958, ainsi que le principe de laïcité garanti par la loi du 9 décembre 1905,

**CONSIDÉRANT** que la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale : elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

religion et garantit des droits égaux aux femmes et aux hommes,

**CONSIDÉRANT** que la laïcité repose sur trois principes : la liberté de conscience et de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions,

Le Président propose au Conseil communautaire d'approuver la charte de la laïcité, annexée à la présente délibération, représentant l'expression d'un engagement à préserver et défendre la laïcité, qui s'impose à ses agents, ses usagers ainsi qu'à ses partenaires, tel que précisé ci-dessous.

**Qui l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : APPROUVE** la charte de la laïcité, annexée à la présente délibération,
- **ARTICLE 2 : ENGAGE** la Communauté de communes Lodévois et Larzac à préserver et défendre la laïcité, qui s'impose à ses agents, ses usagers ainsi qu'à ses partenaires dont il soutient financièrement l'action et **SOUHAITE** continuer à mettre en place des actions de formation sur la laïcité pour ses agents et ses associations partenaires,
- **ARTICLE 3 : ENTEND** mobiliser tous ses partenaires dans la mise en œuvre des principes énoncés dans la charte et dans leur diffusion,
- **ARTICLE 4 : EXIGE** de toute association, œuvrant notamment dans le domaine culturel, sportif, insertion ou social, sollicitant une aide de la commune, devra accompagner sa demande de subvention d'un exemplaire de la charte de la laïcité signée par son représentant légal,
- **ARTICLE 5 : PRÉCISE** tout manquement avéré par une association partenaire, au respect des valeurs de la charte de la laïcité peut conduire au non-versement ou à la restitution de la subvention accordée,
- **ARTICLE 6 : AUTORISE** le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- **ARTICLE 7 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service de contrôle de légalité.

**> ANNEXE SUIVANTE :**



## **CHARTRE DE LA LAÏCITÉ**

Considérant que la République laïque oblige autant qu'elle protège et garantit l'égalité entre toutes et tous, les signataires de cette charte s'engagent :

- à faire respecter, à promouvoir et à faire partager, dans chacune des actions menées, la mise en œuvre de la devise républicaine « *Liberté, Égalité, Fraternité* » en veillant à une juste application du principe de laïcité ;
- à prévenir les phénomènes de pression, de rejet de l'autre ou de discriminations notamment à cause de sa religion, de sa conviction, de son sexe, ou d'une quelconque appartenance réelle ou supposée ;

### **Article 1 : La laïcité contribue à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la dignité des personnes**

La République laïque ne tolère aucune discrimination, notamment entre les femmes et les hommes, qu'elle découle d'un motif religieux ou autre. La laïcité contribue à promouvoir une culture commune du respect, du dialogue, de la tolérance mutuelle et de la considération d'autrui comme semblable doté de la même dignité et des mêmes droits.

### **Article 2 : La laïcité est le socle de la citoyenneté**

La laïcité est notre bien commun. Elle doit être promue et défendue par les pouvoirs publics et par tous les acteurs de la vie associative. Elle doit rassembler et ne pas être une source de divisions. La République laïque se fixe pour objectif de regrouper les femmes et les hommes divers autour de valeurs partagées, telles que la liberté de conscience ou l'égalité de tous quels que soient, notamment, leurs appartenances religieuse, convictionnelle ou leur sexe.

### **Article 3 : La laïcité garantit la liberté de conscience**

La laïcité garantit la liberté de conscience qui permet la liberté de croire, de ne pas croire, de ne plus croire ou de changer de religion. La liberté de croire inclut celle de pratiquer une religion, en privé ou en public, dès lors que les manifestations de cette pratique ne portent pas atteinte à l'ordre public établi par la loi. La République laïque permet à toutes et tous d'affirmer publiquement leurs



convictions sans que cela ne puisse les mettre en danger.

**Article 4 : La laïcité contribue à la fraternité**

La laïcité fédère, renforce l'unité de la nation et contribue à la mise en œuvre de l'idéal républicain de fraternité.

**Article 5 : La laïcité garantit le libre arbitre**

La laïcité offre à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. La République laïque n'admet aucune injonction ni contrainte visant à imposer l'adhésion à une conviction, religion, ou à une pratique quelle qu'elle soit. Aucune religion ni aucun courant de pensée ne peut imposer ses prescriptions à la République.

**Article 6 : La laïcité contribue à l'égal accès aux services et équipements publics**

La laïcité garantit la neutralité de l'État, des collectivités locales et des services publics et leur parfaite impartialité vis-à-vis de tous les usagers, quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. La neutralité s'impose aux agents et salariés exerçant une mission de service public. De même, toute discrimination à raison notamment de la religion, de la conviction, du genre ou de l'orientation sexuelle doit être poursuivie. Nul usager ne peut être exclu de l'accès aux services et équipements publics en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

**Article 7 : Les associations subventionnées participent à la promotion de la laïcité**

L'organisation des activités des associations subventionnées est respectueuse du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience, l'égalité et l'accueil de toutes et tous quelles que soient leurs convictions ou religion.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur des associations n'exerçant pas une mission de service public. Pour les salariés et bénévoles de ces associations, les restrictions au port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**Signature et cachet**

*Pour l'organisme bénéficiaire de la subvention  
Indiquer les noms, prénom et qualité du signataire  
Faire précéder par la mention « Lu et approuvé »*

2/3

**VOTE À L'UNANIMITÉ**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*

**DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_020 : Modification de la commission environnement et agriculture incluant les ordures ménagères et Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment :

- l'article L.2121-22 : « Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »,
- l'article L.5211-1 : « Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L.2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. »,
- l'article L.5211-40-1 : « En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.

Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine.

Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes. »,

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment l'article 1,

**VU** le procès-verbal du 11 juillet 2020 relatif à l'élection du Président de la Communauté de communes Lodévois et Larzac et des vice-présidents,

**VU** la délibération n°CC\_200917\_03 du Conseil communautaire du 17 septembre 2020, relative à la création des commissions dont la commission environnement et agriculture incluant les ordures ménagères et Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI),

**CONSIDÉRANT** qu'il a été proposé au Conseillers municipaux et communautaires intéressés de faire acte de candidature avant le 15 octobre 2020 en vue d'une désignation des membres de chaque commission à une prochaine séance du Conseil communautaire,

**CONSIDÉRANT** que le périmètre des sujets à aborder en commission environnement et agriculture incluant les ordures ménagères et GEMAPI est vaste et que les candidatures des conseillers souhaitant participer à cette commission sont trop nombreuses pour permettre des conditions de travail satisfaisantes,

Monsieur le Président propose au Conseil communautaire de modifier la commission environnement et agriculture incluant les ordures ménagères et GEMAPI en deux commissions :

- commission environnement incluant les ordures ménagères et GEMAPI,
- commission agriculture et forêt.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

**communautaire :**

- **ARTICLE 1 : MODIFIE** la commission environnement et agriculture incluant les ordures ménagères et GEMAPI en deux commissions :

- commission environnement incluant les ordures ménagères et GEMAPI,
- commission agriculture et forêt,

- **ARTICLE 2 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

**VOTE À L'UNANIMITÉ**

**DÉLIBÉRATION N°CC 201112\_021 : Élection des membres de la commission permanente finances et ressources humaines**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment :

- l'article L.2121-21 : « *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

*Il est voté au scrutin secret :*

1° *Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*

2° *Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*

*Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*

*Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire. »*

- l'article L.2121-22 : « *Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »*,

- l'article L.5211-1 : « *Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L.2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. »*,

- l'article L.5211-40-1 : « *En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.*

*Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon*



des modalités qu'il détermine.

*Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes. »,*

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment l'article 1,

**VU** la délibération n°CC\_200917\_03 du Conseil communautaire du 17 septembre 2020, relative à la création des commissions dont la commission finances et ressources humaines,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été proposé au Conseillers municipaux et communautaires intéressés de faire acte de candidature avant le 15 octobre 2020 (l'échéance du 30 septembre inscrite dans la délibération n° CC\_200917\_03 ayant été repoussée) en vue d'une désignation des membres de chaque commission à une prochaine séance du Conseil communautaire,

Le Président propose au Conseil communautaire de :

- ne pas procéder au scrutin secret,
- d'élire les membres à la commission finances et ressources humaines.

**Oùï l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

**- ARTICLE 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

**- ARTICLE 2 : ÉLIT** les membres à la commission finances et ressources humaines :

- |                      |                         |                           |
|----------------------|-------------------------|---------------------------|
| - Tom BRIERE,        | - Geneviève RIPOLL,     | - Jean-Paul PAILHOUX,     |
| - Jérôme VALAT,      | - Jean TRINQUIER,       | - Christelle DE OLIVEIRA, |
| - Christian BELLAS,  | - David BOSC,           | - Marie-Laure VERDOL,     |
| - Nathalie ROCOPLAN, | - José MARTIN,          | - Anne MARLIN-CALZIA,     |
| - Félicien VENOT,    | - Arjana SHESHI,        | - Jean-Luc FABREGUES,     |
| - Nelly CABANES,     | - Pierre-Paul BOUSQUET, | - Mireille VIALA,         |
| - José POZO,         | - Monique IAROSSE,      |                           |

**- ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

## **VOTE À L'UNANIMITÉ**

### **DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_022 : Élection des membres de la commission permanente enfance et jeunesse**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment :

- l'article L.2121-21 : « Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

*Il est voté au scrutin secret :*

*1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*

*2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*

*Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*

*Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été*



présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire. »

- l'article L.2121-22 : « Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »,

- l'article L.5211-1 : « Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L.2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. »,

- l'article L.5211-40-1 : « En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.

Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine.

Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes. »,

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment l'article 1,

**VU** la délibération n°CC\_200917\_03 du Conseil communautaire du 17 septembre 2020, relative à la création des commissions dont la commission enfance et jeunesse,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été proposé au Conseillers municipaux et communautaires intéressés de faire acte de candidature avant le 15 octobre 2020 (l'échéance du 30 septembre inscrite dans la délibération n° CC\_200917\_03 ayant été repoussée) en vue d'une désignation des membres de chaque commission à une prochaine séance du Conseil communautaire,

Le Président propose au Conseil communautaire de :

- ne pas procéder au scrutin secret,
- d'élire les membres à la commission enfance et jeunesse.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

**- ARTICLE 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

**- ARTICLE 2 : ÉLIT** les membres à la commission enfance et jeunesse :

- |                     |                     |                      |
|---------------------|---------------------|----------------------|
| - Joëlle GOUDAL,    | - Benoît CAMBON,    | - Bernard GOUJON,    |
| - Mélodie CRAMETTE, | - Marylène VEYRIER, | - Elisabeth LAUGIER, |
| - Ali BENAMEUR,     | - Claude FERAL,     | - Fatima ENNADIFI,   |
| - Iz'ia GOURMELON,  | - Gilles MARRES,    | - Joana SINEGRE,     |
| - Stéphane MALIVER, | - Carole PLAZANET,  | - Céline PALLISE,    |
| - Nathalie GALIEN,  | - Hélène NANCIU,    | - Philippe LAGROYE,  |

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

- Nelly CABANES,
- Pierre-Paul BOUSQUET,
- Malory VIALA,
- Caroline DESMARETZ-CARLES,
- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

## VOTE À L'UNANIMITÉ

### DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_023 : Élection des membres de la commission permanente culture

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment :

- l'article L.2121-21 : « *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

*Il est voté au scrutin secret :*

*1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*

*2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*

*Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*

*Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire. »*

- l'article L.2121-22 : « *Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »*

- l'article L.5211-1 : « *Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L.2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. »*

- l'article L.5211-40-1 : « *En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.*

*Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine.*

*Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes. »*

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment l'article 1,

**VU** la délibération n°CC\_200917\_03 du Conseil communautaire du 17 septembre 2020, relative à la création des commissions dont la commission culture,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été proposé au Conseillers municipaux et communautaires intéressés de faire acte de candidature avant le 15 octobre 2020 (l'échéance du 30 septembre inscrite dans la délibération n° CC\_200917\_03 ayant été repoussée) en vue d'une désignation des membres de chaque commission à une prochaine séance du Conseil communautaire,

Le Président propose au Conseil communautaire de :

- ne pas procéder au scrutin secret,
- d'élire les membres à la commission culture.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

- **ARTICLE 2 : ÉLIT** les membres à la commission culture :

- |                         |                        |                          |
|-------------------------|------------------------|--------------------------|
| - Christine GRACIN,     | - Mireille CABURET,    | - Geneviève RIPOLL,      |
| - Bernard GOUJON,       | - Marine DELMAS,       | - Nathalie LEOTARD,      |
| - Jean-Marc SAUVIER,    | - Gilles MARRES,       | - Fadhila BENAMMAR-KOLY, |
| - Damien ALIBERT,       | - Ali BENAMEUR,        | - Sandine COUPEAU,       |
| - Angélique GRANGIRARD, | - Valérie ROUVEIROL,   | - Robert PASTOR,         |
| - Carmen BATACHE,       | - Eve HATT,            | - Aurélien BRUNETTI,     |
| - Hélène NANCIU,        | - Nelly CABANES,       | - Sophie PRADEL,         |
| - Pierre-Paul BOUSQUET, | - Bernadette DELPIROU, |                          |

- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

## **VOTE À L'UNANIMITÉ**

### **DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_024 : Élection des membres de la commission permanente musée et tourisme**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment :

- l'article L.2121-21 : « Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

*Il est voté au scrutin secret :*

1° *Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*

2° *Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*

*Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*

*Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire. »*

- l'article L.2121-22 : « Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des



commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »,

- l'article L.5211-1 : « Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. »,

- l'article L.5211-40-1 : « En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.

Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine.

Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes. »,

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment l'article 1,

**VU** la délibération n°CC\_200917\_03 du Conseil communautaire du 17 septembre 2020, relative à la création des commissions dont la commission musée et tourisme,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été proposé au Conseillers municipaux et communautaires intéressés de faire acte de candidature avant le 15 octobre 2020 (l'échéance du 30 septembre inscrite dans la délibération n° CC\_200917\_03 ayant été repoussée) en vue d'une désignation des membres de chaque commission à une prochaine séance du Conseil communautaire,

Le Président propose au Conseil communautaire de :

- ne pas procéder au scrutin secret,
- d'élire les membres à la commission musée et tourisme.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

- **ARTICLE 2 : ÉLIT** les membres à la commission musée et tourisme :

- |                      |                         |                          |
|----------------------|-------------------------|--------------------------|
| - Christine GRACIN,  | - Patricia LEBON,       | - Danièle JOSEPH,        |
| - Karine METAYER,    | - Mélodie CRAMETTE,     | - Fadhila BENAMMAR-KOLY, |
| - Jean-Marc SAUVIER, | - Isabelle PEDROS,      | - Thibault DETRY,        |
| - Ali BENAMEUR,      | - Christian RICARDO,    | - Eric SPRINGMAN,        |
| - Valérie ROUVEIROL, | - Olivier LAPLACE,      | - Nelly CABANES,         |
| - Clément THERY,     | - Damien JANICOT,       | - Nicole VIENNEY,        |
| - Francine TORRO,    | - Pierre-Paul BOUSQUET, | - Claudine FRONTIN,      |
| - Monique BRUSQUE,   | - Patricia MAZUC,       | - Frédéric ROIG,         |

- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.



légalité.

## VOTE À L'UNANIMITÉ

### DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_025 : Élection des membres de la commission permanente habitat et urbanisme

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment :

- l'article L.2121-21 : « Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire. »

- l'article L.2121-22 : « Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »,

- l'article L.5211-1 : « Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L.2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. »,

- l'article L.5211-40-1 : « En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.

Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine.

Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes. »,

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment l'article 1,

**VU** la délibération n°CC\_200917\_03 du Conseil communautaire du 17 septembre 2020, relative à la création des commissions dont la commission habitat et urbanisme,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été proposé au Conseillers municipaux et communautaires intéressés de faire acte de candidature avant le 15 octobre 2020 (l'échéance du 30 septembre inscrite dans la délibération n° CC\_200917\_03 ayant été repoussée) en vue d'une désignation des membres de chaque commission à une prochaine séance du Conseil communautaire,

Le Président propose au Conseil communautaire de :

- ne pas procéder au scrutin secret,
- d'élire les membres à la commission habitat et urbanisme.

**Où l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

- **ARTICLE 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

- **ARTICLE 2 : ÉLIT** les membres à la commission habitat et urbanisme :

- |                       |                      |                      |
|-----------------------|----------------------|----------------------|
| - Joëlle GOUDAL,      | - Vincent COURTEAUX, | - Michel COMBES,     |
| - Yann DUBOIS,        | - Jean-Michel BRAL,  | - Alexandra AVAZERI, |
| - Bernadette ROUVIER, | - Jean-Paul AGUSSOL, | - Dominique          |
| BARASCUT,             |                      |                      |
| - Gaëlle LÉVÊQUE,     | - Ludovic CROS,      | - Nathalie SYZ,      |
| - Jean-Marc SAUVIER,  | - Fatiha ENNADIFI,   | - Hamed KASSOUH,     |
| - Gilles MARRES,      | - Claude LAATEB,     | - Antoine GOUTELLE,  |
| - Valérie ROUVEIROL,  | - Félicien VENOT,    | - Julien BOUSQUET,   |
| - Christian GRIMAL,   | - Roger CORROCHANO,  | - Lionel CARO,       |
| - Hélène NANCIU,      | - Philippe LAGROYE,  | - Nathalie GALIEN,   |
| - Jean-Luc FABREGUES, | - Erik MOUCHEBOEUF,  | - Pierre-Paul        |
| BOUSQUET,             |                      |                      |
| - Eric OLLIER,        | - Christian RANDON,  | - Claudine FRONTIN,  |
| - Catherine CAYLAR,   | - Mireille VIALA,    | - Monique IAROSSE,   |

- **ARTICLE 3 : DIT** que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

## **VOTE À L'UNANIMITÉ**

### **DÉLIBÉRATION N°CC\_201112\_026 : Élection des membres de la commission permanente économie, emploi et formation**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment :

- l'article L.2121-21 : « Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

*Il est voté au scrutin secret :*

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire. »

- l'article L.2121-22 : « Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »,

- l'article L.5211-1 : « Les dispositions du chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie relatives au fonctionnement du conseil municipal sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre. Pour l'application des dispositions des articles L. 2121-8, L. 2121-9, L. 2121-19 et L. 2121-22 et L.2121-27-1, ces établissements sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus. »,

- l'article L.5211-40-1 : « En cas d'empêchement, le membre d'une commission créée en application de l'article L. 2121-22 peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa du même article L. 2121-22.

Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre forme une commission dans les conditions prévues audit article L. 2121-22, il peut prévoir la participation de conseillers municipaux des communes membres de cet établissement selon des modalités qu'il détermine.

Les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes. »,

**VU** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment l'article 1,

**VU** la délibération n°CC\_200917\_03 du Conseil communautaire du 17 septembre 2020, relative à la création des commissions dont la commission économie, emploi et formation,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été proposé au Conseillers municipaux et communautaires intéressés de faire acte de candidature avant le 15 octobre 2020 (l'échéance du 30 septembre inscrite dans la délibération n° CC\_200917\_03 ayant été repoussée) en vue d'une désignation des membres de chaque commission à une prochaine séance du Conseil communautaire,

Le Président propose au Conseil communautaire de :

- ne pas procéder au scrutin secret,
- d'élire les membres à la commission économie, emploi et formation.

**Ouï l'exposé de Jean-Luc REQUI et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :**

**- ARTICLE 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret,

**- ARTICLE 2 : ÉLIT** les membres à la commission économie, emploi et formation :

- |                      |                     |                      |
|----------------------|---------------------|----------------------|
| - Tom BRIERE,        | - Jean-Paul CAUNES, | - Anne SENESI,       |
| - Frédérique MARTIN, | - Karine METAYER,   | - Daniel FABRE,      |
| - Christian BELLAS,  | - Isabelle PEDROS,  | - Damien ALIBERT,    |
| - Thibault DETRY,    | - Hamed KASSOUH,    | - Elisabeth LAUGIER, |
| - Gilles MARRES,     | - Didier KOEHLER,   | - Claude LAATEB,     |
| - Frédéric ROIG,     | - Julien BOUSQUET,  | - Alexandre          |
| TEISSERENC,          |                     |                      |
| - Alicia HERRERO,    | - Nathalie GALIEN,  | - Hélène NANCIU,     |
| - Monique BRUSQUE,   | - Mireille VIALA,   | - Catherine CAYLAR,  |

- **ARTICLE 3** : DIT que la présente délibération sera transmise au service du contrôle de légalité.

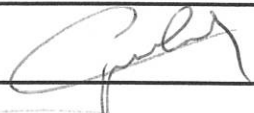

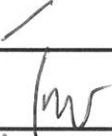

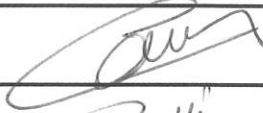
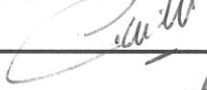
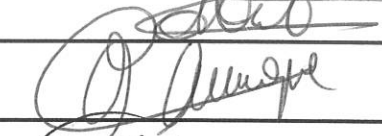

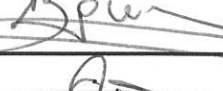



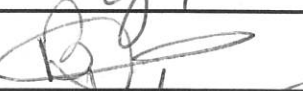


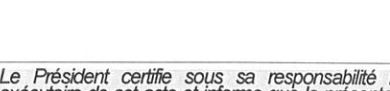
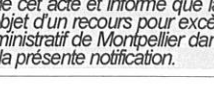
#### **VOTE À L'UNANIMITÉ**

*Les élus demandent le report des deux derniers projets de délibérations, à savoir l'élection des membres de la commission permanente environnement et l'élection des membres de la commission permanente agriculture et forêt, considérant qu'un nouvel appel à candidature serait judicieux au vu de la délibération n°CC\_201112\_020 modifiant la commission environnement et agriculture incluant les ordures ménagères et GEMAPI, en deux commissions : une sur le domaine de l'environnement incluant les ordures ménagères et GEMAPI et une seconde sur le domaine de l'agriculture.*

L'ordre du jour étant épuisé, Jean-Luc REQUI lève la séance à 20h31.

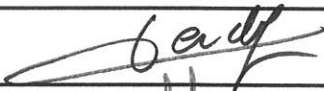

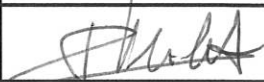

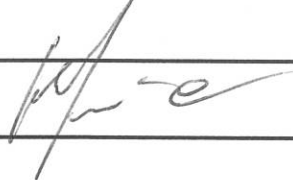



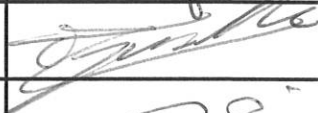





Les Conseillers communautaires soussignés approuvent le procès verbal du Conseil communautaire du 12 novembre 2020 :

Commune	NOM Prénom	SIGNATURE
Bosc (le)	GUIBAL Daniel	
	VALAT Jérôme	
	ROMERO Sonia	
	VANEL Véronique	
Caylar(le)	TRINQUIER Jean	
	CLARISSAC Jérôme	
Celles	GOUDAL Joëlle	
Cros (le)	VIALA Alain	
Fozières	COMBES Michel	
Lauroux	PAILHOUX Jean-Paul	
Lavalette	VAN DER HORST Claire	
Lodève	LÉVÊQUE Gaëlle	
	SAUVIER Jean-Marc	
	ROCOPLAN Nathalie	
	CROS Ludovic	
	BENAMMAR KOLY Fadhila	
	BOSC David	
	GOURMELON Izia	
	BENAMEUR Ali	
	GALEOTE Monique	
	MARRES Gilles	


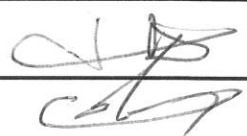
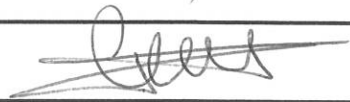

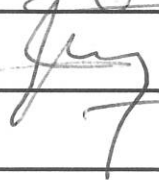


Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Deuxième page pour l'approbation du procès verbal du Conseil communautaire du 12 novembre 2020 :

Commune	NOM Prénom	SIGNATURE
	VERDOL Marie-Laure	
	KOEHLER Didier	
	ENNADIFI Fatiha	
	ALIBERT Damien	
	PEDROS Isabelle	
	DRUART David	
	SYZ Nathalie	
	KASSOUH Hamed	
	LAATEB Claude	
	COUPEAU Sandrine	
	RICARDO Christian	
	SINEGRE Joana	
	MARTIN José	
Olmet et Villecun	SONNET Bertrand	
Pégairolles de l'Escalette	ROIG Frédéric	
Plan (les)	FABRE Daniel	
Pujols	GOUTELLE Antoine	
Puech (le)	GOUJON Bernard	
Rives (les)	AGUSSOL Jean-Paul	
Romiguières	ROUVEIROL Valérie	
Roqueredonde	VENOT Félicien	

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Troisième page pour l'approbation du procès verbal du Conseil communautaire du 12 novembre 2020 :

Commune	NOM Prénom	SIGNATURE
Saint Étienne de Gourgas	REQUI Jean-Luc	
	ABRIC Michel	
Saint Félix de l'Héras	OLIVIER Françoise	
Saint Jean de la Blaquière	JAHNICH Bernard	
	CUVELARD Jean-Christophe	
Saint Maurice Navacelles	THERY Clément	
Saint Michel	PRADEL Sophie	
Saint Pierre de la Fages	BOUSQUET Pierre-Paul	
Saint Privat	BERLENDIS Philippe	
	LEMAIRE Guy	
Sorbs	OLLIER Éric	
Soubes	POZO José	
	SALVAGNAC Anne	
	FALCOU Alain	
Soumont	VALETTE Daniel	
Usclas du Bosc	CANO Jesahel	
La Vacquerie et Saint Martin de Castries	BAÏSSET Martine	